

Militant

1€

Bulletin marxiste pour la France insoumise - 1er semestre 2020 - n°158

Métropoliser autrement ?

Dossier Municipales

- La révolution post-urbaine.
 - Grande Bretagne : quand les Rouges dirigeaient des mairies.
 - « Ken le Rouge » et le Conseil du Grand Londres.
 - Échos des Municipales 2020.
 - Les tâches des sections de l'Internationale Communiste dans la politique municipale.
- P. 14 à 34

Algérie : Pourquoi une Constituante plutôt qu'une présidentielle ?
P.7

Militant

Militant est un espace de réflexion, de débat et d'affirmation d'une pensée marxiste adaptée aux conditions du XXI^e siècle. Militant ambitionne d'être un laboratoire où toutes les questions historiques, théoriques, économiques ou de stratégie politique pourront et devront être débattues.

Militant a vocation à devenir un trait d'union entre les personnes qui adhèrent à cette nécessité et les intellectuels ou militants politiques, associatifs ou syndicaux que nous souhaitons gagner à une perspective de renversement du système institutionnel actuel et de dépassement du capitalisme.

Sommaire :

Itinéraire Militant : Didier Mariategui	page 3
En soutien au peuple algérien dans sa « marche pacifique et résolue vers sa liberté »....	page 5
L'instant algérien	page 6
Pourquoi une Constituante plutôt qu'une présidentielle ?	page 7
Dossier : Métropoliser autrement ?	
La révolution post-urbaine.....	page 14
Logement et territoires	page 17
Echos des Municipales 2020	Page 19
« Ken le Rouge » et le Conseil du Grand Londres	Page 23
Grande Bretagne : Militant à Liverpool	page 25
Les tâches des sections de l'Internationale Communiste dans la politique municipale ...	page 29
Rencontre anti-impérialiste de Solidarité	page 35
L'union des Gauches aura-t-elle lieu ?	page 38
Revue des livres	page 39
Échos de Militant.....	page 40

Comité éditorial

Marc Ankaert (76), Omar Bouraba (75), Hamza El Meray (75), Farid Faryssy (84), François Ferrette (61), Jean-Paul Diesler (75), Salima Jamili (75), Didier Mariategui (84), Joëlle Losson (64), Raymond Maillard (75), Jean-Paul Martin (75), Myassa Messaoudi (92), Bernard Munin (76), Amir Saïghi (95), Geneviève Sabathé (30).

Mise en pages

François Ferrette

Directeur de la publication

Raymond Debord, Militant,
18 rue Victor Massé 75009 Paris

le.militant@yahoo.com

Rien ne changera si on reste isolé. Rejoignez MILITANT !

je m'abonne au bulletin Militant (un an) : 10€

je rejoins Militant : 50 euros (cotisation annuelle en un ou plusieurs chèques - intègre l'abonnement au bulletin)

Prénom : _____ Nom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Mèl : _____

Téléphone : _____

chèque à renvoyer à : Militant, 18 rue Victor Massé, 75009 Paris.

L'interview du semestre : Didier Mariategui

« Faire émerger un bloc populaire antilibéral »



Peux tu te présenter ?

L'interview biographique est un exercice particulier tant il n'est jamais commode de parler de soi. Il est certain que dans la famille des pronoms personnels, par pudeur sans doute et tropisme marxien certainement, l'usage du nous aura toujours ma préférence.

Et puis je redoute le côté ancien combattant.

J'ai 47 ans, je vis actuellement dans le Vaucluse depuis un peu moins d'un an, suite à une mobilité professionnelle.

A cet égard, je suis directeur de l'éducation des villes. J'ai exercé ces fonctions dans différentes collectivités en Ile de France depuis un peu plus de 20 ans. Autant que faire se peut, je fais en sorte de servir le public avec des exécutifs locaux vis-à-vis desquels la dissonance idéologique reste acceptable...

A quel âge t'es tu intéressé à la politique ?

L'intérêt pour la politique, ça m'a pris tôt. J'ai adhéré au mouvement des jeunes communistes à 14 ans. Quand tu viens d'une famille ouvrière « gauchisante » et que tu vis dans un quartier populaire de la ceinture rouge parisienne, ça crée quelques prédispositions ataviques au développement d'une conscience de classe et des velléités bien enracinées de transformation de la société.

Mon engagement politique, je dirais qu'il s'est structuré autour d'une profonde aspiration révolutionnaire et la ferme conviction que le sens de l'Histoire nous conduirait au dépassement du capitalisme. En ce sens, le combat internationaliste et pour l'émancipation des peuples est devenu très vite une évidence pour moi. Bon, il faut bien admettre que la fréquentation précoce et prolongée de la diaspora sud américaine particulièrement bien représentée à Fontenay Sous Bois, m'a fortement influencé. Mes camarades et amis d'enfance, dont les parents avaient fui la terreur des dictatures civico-militaires des années 70 et 80, me reliaient à ma propre histoire familiale et nationale de la résistance contre le nazisme.

Peux tu nous dire quel a été ton parcours politique ?

L'Histoire de la République espagnole et en particulier l'expérience libertaire, mais également la figure de Salvador Allende et les trois années du gouvernement de l'Unité Populaire ou encore la Révolution sandiniste ont été constitutives de ma formation idéologique et d'un cheminement qui m'a conduit à rejoindre la LCR et l'anarcho-syndicalisme avec la CNT, d'abord à l'université puis au travail.

En 1995, je monte une section syndicale de la CNT dans laquelle pratiquement tous les animateurs de la Ville de Fontenay Sous Bois nous avaient rejoints. Nos revendications articulaient lutte contre la précarité et la défense d'une vision émancipatrice de l'action éducative dans les quartiers populaires de notre ville.

Dans les années 2000 je participe aux élections municipales sur les listes 100% à gauche de la LCR. Quand la LCR devient le NPA, je prends mes distances avec l'organisation, considérant que ce changement de nom amorçait un virage idéologique, et pas uniquement stratégique, dont la crise de la candidate voilée soutenue par Olivier Besancenot était un symptôme signifiant.

Un parti marxiste et révolutionnaire ne peut pas tomber dans le piège mortifère de l'ethnisation des rapports sociaux. Sans quoi c'est l'impasse idéologique et l'impuissance politique que représentent des mouvements tels que les Indigènes de la République.

Comme il n'était pas question de revenir au PCF, j'adhère au PG qui a mon sens était susceptible d'incarner une radicalité politique tout en offrant une perspective de développement d'une stratégie de conquête du pouvoir.

Quel est ton rapport à la France insoumise ?

C'est assez naturellement que je rejoins la dynamique de la FI aux présidentielles de 2017 puis en étant candidat aux législatives dans la 3^{ème} circonscription de Seine et Marne, où nous avons obtenu un score honorable de 15% des suffrages.

Aujourd'hui, je reste convaincu qu'il faut continuer le combat politique avec la FI, mais la question de la démocratie interne reste posée. Je la partage avec mes camarades du groupe d'appui. D'ailleurs, ce qui est intéressant, paradoxalement, c'est notre capacité d'autonomisation dans notre rapport aux figures nationales de la FI. Notre visibilité locale régulière et constante depuis 2017 se traduit par un réel capital sympathie auprès de la population dans l'espace public et nous confère une certaine légitimité dans notre rapport avec d'autres forces de gauche qui nous permettra de participer aux élections municipales.

Que penses tu de la situation que nous traversons ?

Je crois que dans les prochaines échéances, face au bloc néolibéral qui domine politiquement, mais dont l'hégémonie culturelle s'effrite jour après jour, nous avons la responsabilité de ne pas laisser un boulevard au bloc nationaliste. Il faudra bien trouver le moyen de faire émerger un bloc populaire antilibéral écologiste pour dépasser l'atomisation des forces de gauche et les logiques de survie de leurs apparatchiks respectifs.

C'est d'ailleurs tout l'intérêt d'un bulletin comme Militant, en ce sens qu'il propose un espace d'expression pour la diffusion de nos idées au sein de la FI et autour.

Tu portes un intérêt particulier pour l'Argentine. Peux tu nous en dire plus ?

Mon intérêt pour l'Amérique du Sud, je l'évoquais plus haut, s'est également traduit par une période d'expatriation d'un peu plus de 3 ans en Argentine, des liens familiaux et amicaux. Enfin, depuis près de 15 ans, je suis engagé dans un projet associatif. La Croix du Sud une association de solidarité avec les peuples autochtones d'Argentine. Aujourd'hui, la petite dizaine de membres que nous sommes se retrouve à la FI et dans les luttes des gilets jaunes.

Concernant l'Argentine, en octobre dernier le peuple argentin a tourné la page Macri. La victoire du « Frente de todos » avec la formule péroniste Alberto Fernandez-Cristina Fernandez de Kirchner marque la fin d'une réplique néolibérale de 4 années qui en réalité a fait faire un bon en arrière de 20 ans, tant la situation économique et sociale est catastrophique. Techniquement l'Argentine est en cessation de paiement, comme en 2001. Le peso est à son plus bas niveau face au dollar et les réserves en dollars de la banque centrale se sont évaporées, conséquence de la crise monétaire et de la suppression du contrôle des changes par l'administration Macri.

Les libéraux ont de nouveau ruiné le pays en laissant une ardoise de 57 milliards de dollars auprès du FMI. Cette situation Godzillesque soulève la question, non seulement de la soutenabilité de cette dette mais également de sa légitimité.

Pour le nouveau Président péroniste Alberto Fernandez, l'héritage est lourd et représente un handicap sérieux pour la mise en place d'une politique redistributive, dans le cadre d'un plan d'urgence sociale. L'équation permettant de résoudre la somme des contradictions entre les aspirations populaires et le remboursement de cette dette colossale, dont une partie des fonds s'est déjà évaporée par le truchement de l'évasion fiscale, ne laisse que trop peu de marge de manœuvre.

De plus, la 3^{ème} économie du continent ne pourra pas compter sur le moteur des exportations agricoles comme dans la séquence de forte croissance à deux chiffres qui avait permis à l'Argentine de se redresser après la crise de 2001. Dans le contexte d'alors, les présidences péronistes des époux Kirchner ont pu mener une politique économique plutôt hétérodoxe, tournée vers le développement de l'industrie locale et assez favorables aux classes moyennes et aux secteurs populaires.

Alberto Fernandez ne pourra pas durablement gouverner avec le Kabuki des mythes et légendes du péronisme de « gauche ». Le Général Peron ne disait-il pas « l'unique vérité c'est la réalité » ? Puisque Alberto Fernandez veut la con corde nationale et ne remet pas en cause le paiement de la dette en recherchant un accord avec le FMI, qui en fera véritablement les frais ? Au moment de la confrontation réelle avec les intérêts de l'oligarchie, le péronisme se caractérise par sa lâcheté historique et ses nombreuses trahisons au camp des travailleurs. L'Argentine n'étant pas seulement riche de son agriculture et de l'élevage extensif, son sous-sol attise les convoitises capitalistes et pourrait bien entrer dans les termes d'un accord avec le FMI.

En soutien au peuple algérien dans sa « marche pacifique et résolue vers sa liberté »

Document (2 novembre 2019)



Le 9 novembre, un meeting a réuni à Paris plus de 600 personnes dans une bourse du travail archi-comble. Nous reproduisons ci-dessous le texte d'appel, co-signé par Militant.

Ce meeting international vise à condamner la répression qui prévaut aujourd'hui en Algérie, mais aussi à faire connaître le sens politique du hirak et l'espoir démocratique qu'il représente, annoncent ses organisateurs dans un appel remis à notre rédaction parisienne.

Dans leur appel, les organisateurs de ce meeting rappellent que «depuis la mi-février 2019, un mouvement populaire massif et inédit dans l'histoire de l'Algérie fait renaître le rêve des Algériennes et des Algériens pour un pays libre et démocratique, où les citoyens veulent vivre dans la sécurité et dans la dignité».

Et que «par son caractère pacifique, son atout majeur et décisif, il ne cesse de rejeter le climat de peur, alimenté par des années de violation permanente des droits de l'homme et que le pouvoir cherche à activer de nouveau». Aussi «ces dernières semaines, le pouvoir autoritaire, représenté par le chef d'état-major de l'armée, a décidé d'imposer son agenda électoral en "ordonnant" l'organisation de l'élection présidentielle le 12 décembre prochain.

Son rejet massif comme les deux tentatives précédentes (avril et juillet derniers) fait craindre au pouvoir l'échec de son scénario». «En s'entêtant dans cette voie, en systématisant la répression – kidnappings, arrestations arbitraires de militants et de manifestants, passages à tabac de manifestants, matraquages médiatiques et campagnes de haine sur les réseaux sociaux, bouclage par la gendarmerie de la capitale, présence policière massive, etc. –, le pouvoir fait courir les plus grands dangers au pays, à sa stabilité et à sa cohésion.

C'est pourquoi face à cette répression, nous ne devons pas nous taire. Nous tenons à réitérer notre dénonciation ferme et vigoureuse des actes commis par un pouvoir autoritaire, et interpellons toutes les organisations de défense des droits de l'homme pour que cessent la répression, les persécutions en tous genres, et que soient libérés tous les détenus d'opinion. Nous, associations et organisations algériennes en France, appelons toutes les consciences libres dans le monde à se joindre à cet appel pour apporter notre soutien au peuple algérien dans sa marche pacifique et résolue vers sa liberté.

Les premiers signataires sont : Agir pour le changement et la démocratie en Algérie (ACDA) ; APEL-Egalité ; Collectif Debout l'Algérie ; Dzayer 2.0 ; Forum France-Algérie ; Front des forces socialistes (FFS) – France Nord ; Jil Jadid – Europe ; Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) – France ; Révolution du sourire ; Riposte internationale ; Union pour le changement et le progrès (UCP) – France.

L'instant algérien

Par Myassa Messaoudi



Je pose ma valise et je n'ai aucune envie de la défaire. Je rentre d'Algérie, mais je n'en suis pas sortie encore. Ma tête pétille de moments inédits. La première impression qui me revient est l'immense gentillesse de l'algérien. Loin de l'image de l'archétype sanguin et nerveux. Malgré la crise économique et une paupérisation avérée, ils sont debout comme des cyprès.

J'ai marché la veille du premier novembre, et le premier novembre aussi. Il y'avait tant de monde que j'ai craint qu'un accident survienne. Un tsunami humain qui chantait à l'unisson la démocratie. Un tsunami sans drames ni morts à déplorer.

J'ai marché au milieu du carré féministe. Des femmes venues du fin fond du pays avec leurs tenues ancestrales, d'autres sont issues de la capitale. Elles défient l'ordre qui les dénie. Elles défient la mode obscurantiste étrangère. Elles étaient nombreuses, mais en comparaison avec le reste des manifestants, elles n'étaient pas légions.

On aurait pu craindre pour leur sécurité, noyées qu'elles étaient au milieu d'un nombre mille fois supérieur. Il n'en était rien ! Même qu'un jeune homme qui s'était précipité sur le drapeau berbère brandi par une jeune manifestante pour le lui arracher, a été vite maîtrisé et évacué par d'autres jeunes hommes.

Il reviendra plus tard pour s'excuser. Il expliquera que tout ce qu'il voulait était d'éviter aux femmes des arrestations. Quelles qu'en étaient ses motivations. Il comprit que ces femmes n'étaient pas seules. Que d'autres hommes veillaient. L'espoir d'une Algérie multiple et égalitaire tentant de tenir sur ses deux pieds est permis.

Des jeunes venaient se coucher au pied du drapeau algérien et des portraits de moudjahidates que nous tenions en hommage et en continuité aux combats de nos aînées. Une manière pour ces jeunes hommes de dire leur reconnaissance aux héroïnes de la nation. Ils se prenaient en photo allongés sur le bitume de manière théâtrale. Des instants de douce communion qui m'ont fait sourire. C'était clairement des hommes qui tentaient d'exprimer leur admiration aux femmes qui osaient braver l'ordre des conservateurs. Celles qui défilaient là, sur le moment.

Une militante leur demanda de s'arrêter. L'un d'eux s'empressa de répliquer avec son parlé et sa gestuelle très expressive « Madame, nous on vous respecte, n'importe qui vous embête, on est là ! »

L'Algérie du vendredi est une Algérie désinhibée, jeune et irrévérencieuse. Elle est incroyablement ouverte et libérée. Reste, comme dit un ami, à la dupliquer au reste des jours de la semaine.

Et puis ce fût les jours du livre...

Le salon du livre s'est tenu bien qu'une rumeur sur son report ait circulé. Je regrette que certains artistes et écrivains aient choisi d'être absents. Ce n'est pas le moment de jouer aux susceptibles. Snober ou ignorer tout événement lié à la culture par ces temps de résistance, est pure désertion !

Le peuple a montré la voie, aux plumes, aux voix et aux pincesaux de répondre présents. Les marchands de la bigoterie et de l'archaïsme, Eux, étaient bien là ! En nombre et en moyens.

La bataille des mentalités est loin d'être tranchée. Elle commence juste !

Notre collaboratrice Myassa Messaoudi vient de publier son premier livre « C'est mon choix » (éditions Koukou, Alger). Elle l'a présenté au salon du livre d'Alger qui s'est tenu du 30 octobre au 9 novembre 2019. Myassa a également participé à l'immense manifestation du 1er novembre. Pour toute demande d'information sur le livre, contacter : le.militant@yahoo.com, qui transmettra.



(7/11/2019)

Pourquoi une Constituante plutôt qu'une présidentielle? (contribution sur l'Algérie)

Commencer par une élection présidentielle ou par un processus constituant – c'est-à-dire que le peuple algérien dote l'État d'une nouvelle Constitution – n'est pas une simple question de calendrier ou de technique juridique. C'est une question politique de fond. De ce choix et de la capacité à le défendre dépendent l'ampleur du changement et la construction d'un véritable État de droit.

Le Hirak : un mouvement de fond

Cela fait plus de 26 vendredis que les Algériennes et les Algériens marchent pacifiquement et avec constance pour un changement radical de régime. La détermination, la force et la clarté des revendications exprimées par les manifestantes et les manifestants dans les différentes régions du pays tranchent avec une certaine confusion dans le domaine de la politique « institutionnelle ».

Après la profusion de propositions de « sortie de crise » des premiers mois, une décantation s'opère depuis juin, même si le régime tente d'entretenir la confusion. Deux grands pôles émergent de cet ensemble d'associations, de syndicats et de partis politiques – tous actifs avant février 2019. Le premier pôle assume une rupture claire avec le régime ; l'autre s'affiche en faveur des revendications populaires mais a du mal à s'émanciper du cadre conceptuel

dessiné par le régime et de l'idée de la cooptation par l'armée.

D'un côté, il y a ceux qui refusent tout dialogue avec le régime dans un climat d'étouffement des libertés, n'acceptant pas l'organisation d'une élection présidentielle « dans le cadre du système actuel ». Ces partis, associations et syndicats réclament une période de transition indépendante du régime pour aboutir à un « processus constituant souverain »¹, ou « l'élection d'une Assemblée constituante chargée d'élaborer

la nouvelle Constitution »² afin de mettre en place un « État de droit démocratique et social », ou une « République démocratique et sociale ».

De l'autre, il y a une tendance composée de groupes et de personnalités qui ont participé en nombre à la Conférence dite « du dialogue national » du 6 juillet 2019. Certains parmi eux avaient fait la promotion de l'idée de l'ex-clan présidentiel – lancée avant même le 22 février ! – de la prorogation de fait du quatrième mandat de Bouteflika. D'autres ont soutenu l'application



frauduleuse de l'article 102. Il n'est dès lors pas étonnant qu'il ressort principalement de cette conférence que ses participants préconisent la tenue d'une élection présidentielle dans un délai de six mois. La question de savoir quelle Constitution s'appliquera une fois ce président élu est tout à fait secondaire dans leur discours, de même que le sort des institutions actuelles comme le Conseil constitutionnel – qui a validé toutes les manœuvres du régime – ou l'APN et le Sénat issus de la fraude. Et le « panel » vient donner une suite à cette idée.

En s'inscrivant dans cette perspective, les participants à cette conférence et les promoteurs et soutiens du « panel » font apparaître deux caractéristiques. D'une part, ils adhèrent à la « verticale du pouvoir » où tout procède du chef ; ils sont dans l'attente de l'homme providentiel et ne se soucient pas de la refondation des institutions. D'autre part, ils ne parviennent pas à s'émanciper du schéma politique qui a prévalu jusque-là : celui de la cooptation du président de la République par le haut commandement militaire. En d'autres termes, la démilitarisation du système politique, son autonomisation par rapport au pouvoir prétorien, ne font pas partie de leurs priorités.

Élection présidentielle contre processus constituant : la clé du changement radical

L'élection présidentielle : un ravalement de façade !

Si une élection présidentielle venait à être organisée dans quelques mois, y compris avec une instance « indépendante » de supervision des élections telle que proposée par le chef de l'État par intérim, le changement ne serait que cosmétique.

La mobilisation populaire aura duré des mois pour accoucher d'une souris ! Quels que soient les pouvoirs d'une instance de supervision de l'élection présidentielle, ils ne seront pas suffisants pour démanteler, au minimum, une partie du système de contrôle du régime sur la société, ni pour garantir la liberté d'expression et de la presse ainsi que le droit de réunion publique. Un délai de quelques mois pour organiser une telle élection n'aboutira qu'à un seul résultat, même si quelques figures du système pourraient être écartées : la cooptation d'un président de la République par le haut commandement militaire et le maintien des hommes, des institutions et des pratiques du régime sous une forme à peine moins arrogante qu'aujourd'hui.

Même si ce président venait à être élu au terme d'une élection moins truquée que les précédentes, que pourrait-il faire dans les conditions de fonctionnement institutionnel et politique qui n'auraient pas été profondément redéfinies ? Insister sur l'élection présidentielle, c'est en réalité minimiser l'ampleur de la crise actuelle. Le problème de fond ne réside pas dans le nom du président de la République. C'est la conception de l'État-nation algérien qui est en jeu et la solution ne peut se résumer à la tenue d'une élection présidentielle plus ou moins libre.

La voie du changement radical de système : un processus constituant au terme d'une transition indépendante du régime

La fidélité aux revendications de la mobilisation populaire impose une autre

voie : celle d'une transition

indépendante du régime qui créerait les conditions politiques et juridiques d'élections libres permettant de refonder l'État, de jeter les bases d'un État de droit démocratique et social, respectueux des libertés individuelles et collectives.

Pour arriver à un changement radical de système, il faut d'abord sortir du cadre politique et juridique de ce régime, se donner le temps de créer les conditions de la libre expression du peuple et de l'élection d'une Assemblée constituante, adopter une nouvelle



Constitution – démocratique – puis organiser des élections pour élire les institutions que prévoira cette nouvelle loi fondamentale.

Dans une telle perspective, la transition se ferait en deux phases : la première comporterait exclusivement des institutions de transition non élues auxquelles s'ajouterait, dans une seconde phase, une Assemblée constituante.

Ce schéma peut paraître complexe et long mais on ne sort pas de plusieurs décennies d'un système autoritaire et corrompu en quelques mois et en passant seulement par la case d'El Mouradia !

La sortie du cadre constitutionnel actuel vicié et violé : un impératif et un état de fait

Dans la logique d'un changement radical de régime, la sortie du cadre constitutionnel s'impose. C'est d'abord un impératif pour des raisons liées à la présente Constitution elle-même. En effet, cette Constitution consacre un régime politique qui concentre formellement un nombre important de pouvoirs entre les mains du président de la République, créant un régime de confusion des pouvoirs propre aux systèmes autocratiques.

Au-delà, il est évident que la Constitution n'est actuellement, aux yeux du système, qu'un bout de papier que le régime manipule au gré de ses intérêts. Les deux décennies au pouvoir de Bouteflika et les incessantes révisions de la loi fondamentale en témoignent. Mais les circonstances récentes le montrent encore mieux : le 11 mars, Bouteflika a annulé l'élection présidentielle initialement prévue en avril 2019 pour proroger de fait son quatrième mandat ; cette mesure, qui est une violation manifeste de la Constitution, a été soutenue par le chef de l'état-major, et aucune institution ni autorité étatique ne l'ont dénoncée ni même critiquée.

Depuis le 11 mars, la Constitution est violée de manière permanente, et l'effritement de la façade civile a fait apparaître sur le devant de la scène politique le pouvoir réel, le dernier pilier du régime : le haut commandement militaire. Ce dernier s'ingère dans la vie politique sans pouvoir fonder cette ingérence en droit. Après une première tentative de la justifier en s'appuyant sur un article de la Constitution, le ministère de la Défense s'est résolu à le faire en affirmant que « l'ANP est la colonne vertébrale de l'État ». On a fait mieux en termes de droit constitutionnel !

Depuis le 9 juillet, de facto les institutions de l'État fonctionnent hors de tout cadre constitutionnel. Dès lors, l'argument du respect de la Constitution utilisé par le régime et ses soutiens tombe de lui-même. Le régime a achevé la Constitution qui lui donnait une apparence de légitimité et de légalité : aucun obstacle de droit formel n'empêche la mise en place d'institutions de transition. La question est purement politique : elle dépend du rapport de force politique et de la capacité à convaincre que cette voie n'est pas celle de l'aventurisme.

L'impasse juridique et politique dans laquelle se trouve le pays est l'œuvre du régime. Mais il se trouve encore des forces politiques se prétendant de l'opposition pour donner un écho favorable aux « propositions de sortie de crise » du régime, au nom de la continuité de l'État. Les partisans du régime et des juristes formalistes entretiennent la confusion et défendent l'idée que les institutions actuelles sont capables d'assurer la continuité de l'État, alors qu'elles ne sont capables d'assurer qu'une seule chose : la survie du régime.

La clé de la transition est entre les mains du haut commandement militaire

La clé de la transition est en partie entre les mains du haut commandement militaire.

Il ne tient qu'à lui de savoir s'il souhaite faire perdurer l'impasse ou pas, et prendre le risque ou pas de mettre en danger la cohésion nationale. Aujourd'hui plus que jamais, il lui appartient de clarifier ses objectifs : aller vers un régime répressif ou accepter un État de droit, civil et démocratique. La première option ne pourra que diviser la société algérienne et affaiblir le pays sur la scène internationale. La seconde permettrait la création d'une société plus forte et plus unie, d'un État plus juste, d'institutions légitimes, et conforterait la réputation internationale de l'Algérie et de son armée, qui allierait puissance stratégique et adhésion aux valeurs démocratiques.

Aujourd'hui, les différentes manœuvres politiques en cours témoignent clairement d'une volonté de régénération du régime par l'organisation d'une élection présidentielle. La volonté de mettre en œuvre le principe selon lequel le peuple souverain est fondement de tout pouvoir et que le pouvoir constituant – celui de faire la Constitution – appartient au peuple, autrement dit les fameux articles 7 et 8, n'existe pas chez le régime : ses actes le démontrent tous les jours. Et pour cause, la mise en œuvre de ces deux principes, à la base de toute démocratie moderne, signifierait sa fin ! Elle est pourtant inéluctable et, l'irréparable n'ayant pas été encore commis, une démocratisation par la révolution pacifique est encore possible : à condition

d'opérer une rupture conceptuelle, politique et juridique avec ses institutions et ses pratiques par une transition indépendante.

Les craintes suscitées par une transition indépendante du régime

Une transition indépendante du régime suscite craintes et réserves dans de nombreux milieux. Chez certains, ce n'est que par incapacité de sortir du schéma de pensée du régime : soit qu'ils y adhèrent par intérêt, soit qu'ils ne se sont pas encore émancipés intellectuellement des cadres de pensée imposés par le régime et ses relais alors même qu'ils le rejettent. La propagande du système a provoqué des dégâts profonds dans la société, en particulier au sein de « l'élite ». Chez d'autres, y compris parmi des partisans du hirak, une transition indépendante du régime représenterait un saut dans l'inconnu et leurs interrogations sont tout à fait légitimes. Elles portent sur la conciliation de la quête de la démocratie et de la liberté avec l'impératif de la continuité de l'État. C'est à ces craintes que les paragraphes qui suivent tentent d'apporter des éléments de réponse.

Une transition indépendante du régime n'est pas synonyme de chasse aux sorcières. La réaction populaire aux récentes poursuites le montre. La demande populaire n'est pas celle d'une vengeance ni d'une justice aux ordres et sélective mais de poursuites pénales contre les personnes soupçonnées de corruption, dans le respect du droit et par une justice indépendante. Une transition indépendante du régime doit avoir pour principal objectif de démanteler l'appareil de contrôle de la société par le régime (police politique, méthodes autoritaires, lois liberticides, etc.) de manière à créer les conditions politiques et juridiques d'élections libres.

Une transition indépendante du régime ne signifie ni le chaos ni le vide. Elle



reposera nécessairement sur un texte de valeur constitutionnelle organisant provisoirement les pouvoirs publics qui assumeront les compétences étatiques : une « petite Constitution » provisoire, une « plate-forme constitutionnelle », dont des esquisses existent déjà. Ce texte précisera le nombre des institutions provisoires, leurs compétences, la durée de leur mandat, et devra garantir la protection des droits de l'Homme et des libertés fondamentales.

Ces institutions provisoires peuvent être déclinées en une présidence collégiale, un gouvernement technocratique ou « de compétences », une instance consultative ou de type législatif et, idéalement, un organe de contrôle constitutionnel qui vérifierait de manière systématique la conformité des actes des

institutions provisoires à la « plate-forme constitutionnelle ».

Au plan politique, ces institutions provisoires auraient pour principale mission de créer les conditions politiques et juridiques d'une élection libre. Elles seraient chargées – le gouvernement en particulier – d'expédier les affaires courantes, d'entamer le démantèlement de l'appareil de contrôle de l'État et de la société par le « système », de jeter les bases d'une politique de lutte contre la corruption, de libérer les champs politique, associatif et syndical ainsi que la presse écrite et l'audiovisuel par une série de nouveaux textes de valeur législative.

Une transition indépendante ne signifie pas non plus le blocage économique

Nul ne peut sérieusement affirmer que la faillite économique de notre pays n'est pas l'œuvre du régime en place. Aujourd'hui, l'économie est bloquée et des voix imputent ce blocage à la durée du hirak. C'est oublier que c'est l'entêtement du régime à se perpétuer, et non la détermination du peuple algérien à s'émanciper, qui bloque l'activité économique. Entamer une transition indépendante pourrait, au contraire, relancer cette activité. Et pour que la

transition indépendante soit aussi une transition économique et ne soit pas hypothéquée par une instabilité sur le front social, il faudrait créer une instance de dialogue social.

Cette instance regrouperait les employeurs, les syndicats dans leur diversité et les institutions provisoires qui élaboreraient ensemble les grandes lignes de la politique économique de la période de transition pour sortie de l'économie de la rente et de la prédation. À la place des décisions bureaucratiques erratiques qui ont caractérisé la « politique » économique du régime, la décision économique serait le fruit d'une négociation et d'un compromis entre ceux qui constituent le monde du travail et le pouvoir politique. Ainsi, la période de transition pourra jeter les bases sociales du futur État de droit démocratique. Mais pour sortir définitivement de l'autoritarisme, il faut refonder l'État par la création de nouvelles institutions et par la garantie des droits de l'Homme, des libertés individuelles et des droits sociaux. Cela passe nécessairement par une nouvelle Constitution. Et le meilleur moyen de mettre en œuvre le principe selon lequel le pouvoir constituant appartient au peuple est de passer par une Assemblée constituante qui permet le débat et l'appropriation du texte par le peuple.

L'Assemblée constituante n'est pas l'aventure

L'idée d'un processus constituant – pour adopter une nouvelle Constitution –, comprenant notamment une Assemblée constituante – une Assemblée nationale élue par le peuple pour préparer un projet de constitution –, suscite aussi craintes et réserves. Il est également nécessaire d'y répondre pour convaincre l'opinion publique que ce n'est pas la voie de l'aventurisme.

La Constitution n'est pas une affaire d'experts

Certaines réserves sont faciles à écarter. Selon certains, y compris parmi l'élite universitaire, la Constitution serait une affaire d'experts, le domaine réservé des juristes. Avec un tel raisonnement, on condamnerait toutes les démocraties modernes dans lesquelles la loi est adoptée par des parlementaires élus, qui ne sont pas des techniciens du droit ! À cet égard, il suffit de rappeler que, comme toute assemblée composée d'élus venus d'horizons socio-professionnels différents, une Assemblée constituante peut tout à fait auditionner des juristes et d'autres spécialistes et solliciter ainsi leur expertise.

Pour la première fois depuis l'indépendance puis l'occasion ratée de 1989, le peuple algérien voit se profiler à l'horizon la possibilité de participer, par le biais de représentants librement élus et la publicité des débats, à l'élaboration de sa Constitution et se l'approprier de la sorte. Cette occasion ne se représentera pas de sitôt si elle n'est pas saisie maintenant.

Le recours à la Constituante ne nous mènera pas tout droit à une guerre civile idéologique

Pour d'autres acteurs politiques, élire une Assemblée constituante serait ouvrir une boîte de Pandore idéologique. Selon eux, comme la société algérienne est divisée au plan idéologique, confier le soin de la rédaction d'une nouvelle Constitution à des élus approfondirait ces divisions et hypothèquerait la réussite de la transition démocratique.

La peur de la division – qui est bien légitime – est cependant révélatrice d'une conception singulière de la vie politique qui consisterait à maintenir en permanence le statu quo en taisant les différences ! De plus, c'est un manque de confiance assez surprenant dans la capacité des Algériennes et des Algériens à exprimer des points de vue différents et parfois antagonistes sans que cela ne dégénère en affrontement violent. La démocratie permettant notamment de dépasser les antagonismes et de résoudre les conflits politiques au sein de la société par des moyens politiques pacifiques, c'est considérer que l'Algérie n'est pas encore tout à fait mûre pour la démocratie.

Les derniers mois ont pourtant montré l'attachement des Algériennes et des Algériens à la résolution pacifique des conflits. L'expérience de l'« ouverture » post-1988 et l'épreuve de la guerre civile ont donné une plus grande conscience aux Algérien(ne)s, qui ne veulent plus retourner aux années de sang. La maturité politique populaire semble bien supérieure à la maturité d'une certaine élite politique qui ne peut réfléchir que sous « protectorat » militaire.

Enfin, ceux qui craignent l'affrontement idéologique pensent-ils que l'élection présidentielle en préserve automatiquement ? À moins d'un verrouillage par le haut, qu'est-ce qui empêcherait l'expression des divergences idéologiques lors d'une campagne électorale ? Et qu'est-ce qui empêcherait ensuite que le président élu soit un autocrate ou engage l'Algérie sur la voie d'une politique rétrograde ?

La Constituante ne mènera pas fatalement à la victoire de forces antidémocratiques

L'exigence démocratique est celle portée par la mobilisation populaire. Cela ne fait guère de doute. Mais l'ampleur de la mobilisation ne doit pas occulter



l'existence au cœur de la société algérienne de forces politiques antidémocratiques. Elles le sont en ce sens que, si elles acceptent formellement la démocratie procédurale – les élections sont le moyen d'accéder au pouvoir –, elles n'adhèrent pas aux droits de l'Homme et aux libertés individuelles et collectives ou, alors, elles le font en y posant des limites qui les vident de leur sens. Elles n'adhèrent pas à l'idée d'une approche substantielle de la démocratie ni à ce qu'implique le concept de citoyenneté. Or la démocratie est aussi un contenu et un ensemble de pratiques. Sans ce contenu, celui de l'État de droit protecteur des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, la démocratie procédurale peut facilement se transformer en dictature de la majorité. La réalisation de ce risque n'est

cependant pas à une fatalité si un certain nombre de conditions sont réunies. La première est politique : c'est l'adhésion des forces qui se réclament de la démocratie à une approche qui ne se résume pas aux seules élections libres. La défense des droits de l'Homme et des libertés individuelles et collectives est un impératif, y compris face à un pouvoir librement élu. Les forces démocrates ont le devoir de se mobiliser et de se positionner très clairement en ce sens. C'est ce que certains mouvements font déjà.

Deuxièmement, la loi électorale qui servira à l'élection de l'Assemblée constituante devra permettre une représentation la plus fine possible des différents courants de pensée qui traversent la société. Les mécanismes techniques existent pour cela. En évitant de créer des majorités de sièges automatiques à l'Assemblée, une telle loi électorale favorisera le compromis politique par le dialogue puisque la création de majorités ne sera pas facile.

Enfin, et c'est un troisième élément – clé –, nous ne devons pas faire du passé constitutionnel table rase parce que, même issu d'un régime autoritaire, le droit constitutionnel actuel reflète en partie des compromis qui existent au sein de la société. Ainsi, il est nécessaire de donner un mandat clair, sur le fond, à la Constituante : la future Constitution doit établir un État de droit démocratique et social. Pour cela, une clause de non-régression constitutionnelle devra lier l'Assemblée constituante. Elle devrait contenir au minimum les éléments suivants :

- assurer une large séparation des pouvoirs et un équilibre entre eux ;
- assurer l'indépendance effective du pouvoir judiciaire ;
- garantir l'égalité des citoyens devant la loi (« citoyens » signifiant également « citoyennes ») ;
- garantir, sans limitation indue, les droits de l'Homme et les libertés individuelles ainsi que les droits sociaux ;
- maintenir le monopole étatique de production des normes juridiques ;
- maintenir l'égalité de statut constitutionnel de l'arabe et de tamazight ;
- refuser toute ingérence de l'armée dans la vie politique.

Le recours à la Constituante n'allongera pas indéfiniment la durée de la transition

Une autre crainte suscitée par l'élection de la Constituante tient à la durée de la transition. La Constituante allongerait indéfiniment la durée de la transition. Le problème est réel mais il n'est pas sans solution.

L'élaboration de la Constitution par une Assemblée constituante peut être réalisée en quelques mois si son mandat est encadré et limité en substance et dans le temps. Si l'Assemblée élue est exclusivement constituante, c'est-à-dire qu'elle a pour seule mission d'élaborer un projet de Constitution, elle pourra mieux se concentrer sur sa mission principale et la réaliser rapidement. Si elle compte parmi ses missions le travail législatif et le contrôle de l'exécutif – les missions classiques d'une Assemblée parlementaire –, sa mission constituante sera retardée. Le mandat de la future Assemblée constituante doit donc être

exclusivement constituant et strictement limité dans le temps, en plus d'inclure une clause de non-régression.

Enfin, l'Assemblée constituante ne devrait avoir pour mandat que la préparation et l'adoption d'un projet de Constitution qui serait ensuite soumis par référendum au peuple – titulaire du pouvoir constituant originaire.

Le désir d'émancipation politique du peuple algérien est fort. Il veut être effectivement souverain et aspire à un État de droit, civil, démocratique et social. Cette revendication est portée dans la rue malgré les arrestations, la propagande et les manœuvres politiques du système et de ses relais. Être à la hauteur de ces aspirations nécessite de sortir du cadre politique dans lequel le régime tente de nous maintenir au nom du patriotisme et de la continuité de l'État. Assurer cette dernière est possible dans le cadre d'une transition indépendante du régime autoritaire contesté. D'autres peuples nous ont précédés sur cette voie. Évidemment, toutes les conditions sont loin d'être aujourd'hui réunies – en particulier, celle du respect des libertés. Mais il est impératif de s'émanciper intellectuellement du cadre politique du système pour se projeter dans un avenir débarrassé de l'autoritarisme. La mobilisation populaire a rompu le pacte social autoritaire ; il convient désormais de se débarrasser des schémas de pensée politique du « système » pour pouvoir construire les fondations du futur État de droit algérien démocratique et social.

Signataires

Biad Abdelwahab, enseignant universitaire, juriste

Boumghar Mouloud, enseignant universitaire, juriste

Bouraba Omar, chef d'entreprise

Chena Salim, enseignant universitaire, politologue

Chikhaoui Bardine, avocat

Dahak Bachir, juriste

Dahmani Ahmed, enseignant universitaire, économiste

Dirèche Karima, chercheuse, historienne

Djermal Daho, enseignant universitaire, historien

Djermoune Nadir, enseignant universitaire, architecte-urbaniste

Hadj-Moussa Ratiba, enseignante universitaire, sociologue

Ingrachen Amar, éditeur, journaliste

Kadri Aïssa, enseignant universitaire, sociologue

Ouaïssa Rachid, enseignant universitaire, politologue

Sadoun Mohamed, juriste, écrivain, Prix Mohammed-Dib

Saïdi Kamel, enseignant universitaire, juriste

Tlemçani Rachid, enseignant universitaire, politologue

Zeghib Hocine, enseignant universitaire, juriste

1 - Plateforme de l'alternative démocratique du 26 juin 2019.

2 - Feuille de route de la société civile pour une transition indépendante du régime du 18 mars 2019. <http://www.droits-laddh.org/la-sc-algerienne-propose-sa-feuille-de-route-pour-l-instauration-de-la-nouvelle.html> (avec la liste des organisations signataires).



La révolution post-urbaine

Du grand récit de la métropolisation aux petits récits de la néo-urbanisation

Par Jean-Pierre Garnier

Comment «vivre autrement» dans une société inchangée ? C'est le faux problème déjà ancien initialement posé par ceux qui, après avoir, durant quelques semaines d'un joli mois de mai, rêvé de voir l'«imagination au pouvoir», firent appel au pouvoir de l'imagination pour se consoler de la non réalisation de ce rêve. Elle est rituellement reposée depuis mai 68 alors que le pouvoir demeure plus que jamais, comme chacun sait, aux mains de la bourgeoisie, devenue plus puissante encore grâce aux «mutations» d'où le capital et sorti renforcé au cours des dernières décennies : financiarisation, technologisation, flexibilisation et transnationalisation.

À cette question pour le moins oiseuse, les penseurs critiques autorisés par la classe dirigeante à débattre et s'ébattre dans les lieux exclusifs et excluants aménagés à leur intention, ghettos académiques en tête, se sont relayés pour fournir des réponses plus fantasmagoriques les unes que les autres. Avec toujours cette prétention à vouloir «réinventer la société» sans remettre en cause théoriquement et moins encore pratiquement les rapports de production qui la font être et demeurer ce qu'elle est : capitaliste.

Ainsi en va-t-il de la dernière mouture en date de ce faux-fuyant idéologique : la restauration du «commun» prônée par certains théoriciens en vogue, totalement déconnectée de l'idéal communiste qui pouvait lui servir d'horizon. Idéologie consensuelle par excellence célébrée comme le ferment des «révolutions du XXIe siècle», le ou les commun(s) est (sont) postulé(s) accessible à tous, c'est-à-dire à chacun, toutes classes confondues, aurait-on envie de dire, si ses thuriféraires ne nous certifiaient pas, diplômés universitaires à l'appui, qu'elles n'existent plus, le genre et la race ayant supplanté la classe

comme facteurs de division et d'opposition, et donc de points de départ dans une lutte pour l'émancipation collective.

Le géographe et politologue Guillaume Faburel s'inscrit dans cette lignée. Dans un ouvrage où, dans la première partie, il passe au crible d'une critique acérée solidement argumentée et documentée de la métropole comme ultime lieu de l'accumulation du capital avec tous ses effets délétères sur les plans économiques, sociologiques, psychologiques, écologiques et politiques. Mais il se laisse aller ensuite, dans la seconde partie, au péché mignon des adeptes de la radicalité post-moderne soucieux de ne pas laisser leurs fidèles dans la résignation et l'abattement: imaginer l'émergence dans les



interstices de la société capitaliste d'une «contre-société alternative» à celle-ci susceptible à terme de la subvertir. Comment ? Avec la multiplication, l'extension et la généralisation de micro-espaces autogérés fondés sur la solidarité, le partage, l'entraide, la convivialité, la responsabilité et une relation équilibrée avec la nature. Le tout, bien sûr, à l'écart des grandes villes métropolisées ou en voie de l'être.

Pour lui, une foule de mobilisations transformeraient *«concrètement, collectivement, ici et maintenant, les manières d'habiter le monde contre l'accélération métropolitaine»*. À l'appui, une énumération interminable d'exemples témoignant de *«l'inventivité et de la diversité des résistances en actes à métropolisation du monde [...] : habitats autogérés, jardins partagés, écoles parallèles, ateliers d'auto-réparation, ressourceries [sic], boîtes à partage [resic], systèmes d'échanges locaux»*, cafés et épiceries associatives, coopératives d'autoconstruction, squats, éco-lieux et bien d'autres expériences collectives novatrices de résistance à l'ordre urbain dominant, dont, bien entendu, les ZAD constituées sur le modèle de celle qui fit obstacle à la réalisation du projet d'aéroport à Notre-Dame des Landes. Quant à l'impact politique de cette effervescence d'un *«nouveau commun»*, celui de *«l'habiter»*, de *«l'entraide»* et de *«l'auto-organisation»*, il n'annoncerait rien moins que l'avènement d'une *«transition démocratique»* ouvrant la voie à un *«bouleversement des rapports sociaux capitalistes»* !

On retrouve ici le mythe compensatoire, forgé par Félix Guattari après la dissipation des espoirs investis dans la «contestation» soixante-huitarde de l'ordre établi, d'une «révolution moléculaire» ouvrant des «espaces infinis à l'autonomie», où, de même que les petit ruisseaux convergent pour former de grandes rivières, une multitude de «mini-révolutions locales» ouvriraient la voie à un bouleversement global. Pourtant, même dans le cas de rassemblements massifs ponctués d'affrontements avec les forces de l'ordre bourgeois, comme ce fut le cas au cours de la décennie qui suivit mai 68, débouchant sur l'abandon de tel ou tel projet, militaire au Larzac, nucléaire à Plogoff ou, plus récemment, aéroportuaire à Notre-Dame des Landes, la lutte contre l'aménagement capitaliste du territoire ne s'inscrivait plus dans la visée de «changer le monde» selon l'idéal communiste d'antan, périmé comme chacun sait, et qui relèverait d'une *«théologie de l'émancipation»*, selon G. Faburel. La perspective devenue aujourd'hui dominante est simplement de l'«habiter autrement» sous le signe concordataire du «commun».

À la rescousse de cette vision irénique et pacifiée du changement social, notre géographe, politologue et urbaniste convoque une foule de théoriciens et de chercheurs dont le point commun — si l'on peut dire — est de développer une réflexion conforme au précepte énoncé par le Premier ministre Raymond Barre après l'alerte de mai 68, selon lequel fallait «changer LA société pour ne pas avoir à changer DE société». D'où la recherche désespérée, mais prometteuse au yeux de ceux qui s'y adonnent, d'un nouveau «sujet» de histoire ailleurs que dans la lutte qui en constitue le moteur, celle des classes, tel «le commun», érigé en nouveau paradigme émancipateur. En réalité, au *«mythe irénique et vivace de la grande ville»* et à *«la théologie métropolitaine»*, censés

selon G. Faburel, constituer *«la médiation centrale du néolibéralisme»*, il ne fait qu'opposer un autre mythe et une autre théologie, complémentaires des deux premiers, dont le néolibéralisme pourra fort bien s'accommoder comme le prouvent déjà les alternatives mises en pratique qu'elles inspirent, archi-minoritaires, dispersées et éphémères, qui finissent souvent instrumentalisées et récupérées par les pouvoirs en place quand elles ne sont pas purement et simplement réprimées et éradiquées. Comment pourrait-il en être autrement, d'ailleurs, puisqu'elles reviennent finalement à vouloir sortir de la métropole plutôt que sortir du capitalisme ? Et encore !

On commence à savoir, en effet, pour peu que l'on cherche à se renseigner sérieusement au lieu de se



laisser bercer par des utopies consolatrices, que les friches urbaines, terrains vagues et autres espaces encore délaissés mais bien situés par rapport à une métropole en pleine expansion, ne sont pas voués à l'être indéfiniment. «*Espaces résiduels de la rationalité urbaine, inclassables pour la norme foncière et dépréciés par économie spatiale*», peut-être, mais seulement de manière provisoire. Si ces «*espaces interstitiels*» peuvent constituer des «*aires de résistance*», ce n'est que durant une période limitée. Le temps que les pratiques alternatives ou «*contestataires*», comme on disait jadis, y aient fait la preuve tout à la fois de leur caractère «*innovant*» et de leur totale innocuité, pour extraire ces lieux de leur anonymat et pouvoir les réintégrer ensuite dans l'urbanisation du capital. Autrement dit, leur occupation passagère, tolérée voire soutenue plus ou moins discrètement par les autorités locales, sert le plus souvent de préalable à un investissement pérenne, terme à prendre aussi avec ses connotations financières, par les requins de l'immobilier avec l'appui des pouvoirs publics. Comme le déclarait l'un d'eux avec cynisme, forme prise par la franchise chez les classes dirigeantes, «*squattées par des marginaux bien comme il faut, les friches urbaines nous permettent de faire du blé*». Dans le langage recherché des chercheurs, on parlera plutôt d'«*urbanisme transitoire*».

Occupés de façon plus ou moins durable par des activités et des gens «*différents*», ceux-ci contribueront tôt ou tard à en faire des «*spots*» ludico-artistiques réputés, qui attireront, après la clientèle pionnière «*bobo*» venue essuyer les plâtres, des promoteurs avisés alléchés par ces lieux «*décalés*» susceptibles de séduire des citoyens avides de se distinguer du commun. Faut-il citer, parmi tant d'autres, l'exemple presque caricatural du 6b, à Saint-Denis, où un collectif artistique «*alternatif*» occupant un bâtiment abandonné dans un ancien quartier industriel mal famé, s'est en mis en cheville avec la société immobilière Brémond, un géant du CAC 40, pour «*revaloriser*», aux sens propre et figuré du terme, le secteur urbain alentour ? Avec l'aval du maire «*communiste*» Patrick Braouzec, «*fan*» du Grand Paris grâce auquel le regroupement de communes qu'il préside, symboliquement baptisé «*Plaine commune*», devrait perdre définitivement la détestable image de «*banlieue rouge*» qui lui avait été longtemps accolée.

Est-il besoin dès lors de souligner le caractère illusoire, pour ne pas dire dérisoire, de cette «*lutte contre l'avancée du front métropolitain*». G. Faburel qui ne semble pas à une contradiction près, sait fort bien que les «*expériences alternatives d'habiter*», qui seraient «*légions*» aux abords ou en dehors de la métropole, prennent place sur des territoires promis tôt ou tard à l'absorption par celle-ci, comme il le reconnaît lui-même sans toutefois en tirer les enseignements. À savoir que lesdites expériences participent du phénomène urbain qu'elles sont censées contrer. À propos de la mise en culture de parcelles délaissées par les habitants regroupés en associations ou en collectifs plus informels, G. Faburel va jusqu'à admettre, entre deux envolées optimistes sur les effets bénéfiques de ces «*réappropriations écologiques et citoyennes*», que si ces «*coups de bêche dans le tissu bétonné des villes sont de plus en plus nombreux, ils sont aussi de plus en plus précaires*». Bien plus et d'une manière générale, il en vient à avouer au détour d'un paragraphe que «*les pratiques*

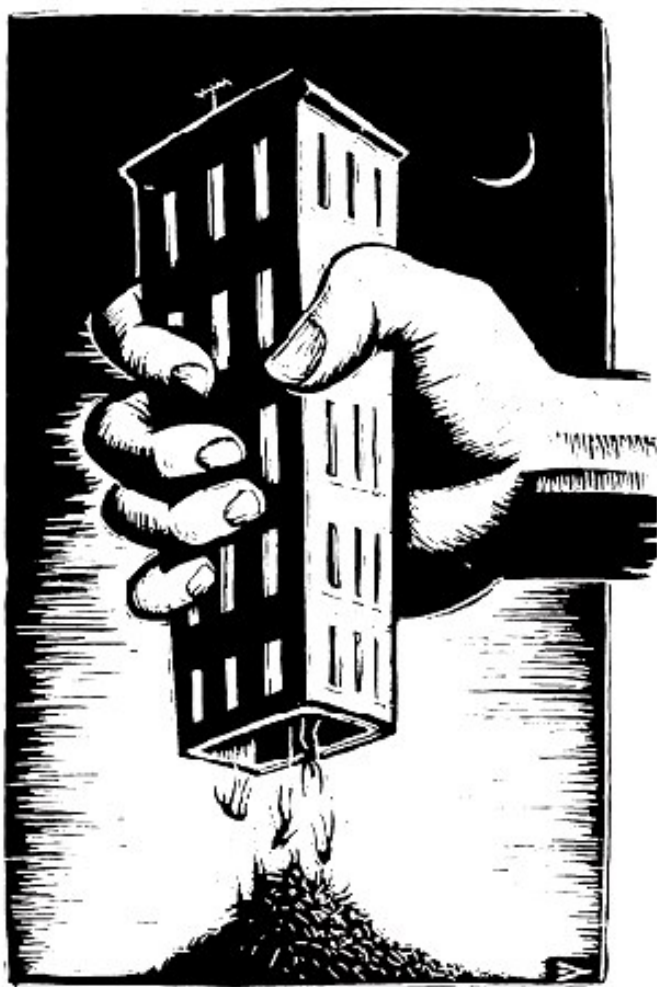


dissidentes d'investissement des espaces interstitiels urbains peuvent même finir par servir les intérêts de la métropolisation en contribuant à attirer dans les quartiers concernés les "classes créatives" de la société en quête de renouvellement événementiel du cadre urbain ». Bref, elles participent du phénomène gentrification — on n'ose dire de «*boboïsation*» encore que les citoyens dénommés «*bobos*» par les journalistes jouent souvent le rôle pionniers en matière d'alternatives urbaines — indissociable de la métropolisation. Autant dire que ces «*derniers remparts aux processus de patrimonialisation et de privatisation à outrance qui s'exercent dans les espaces urbains*» sont pour le moins friables. Sous couvert d'expérimenter d'autres modalités sociales, économiques et politiques d'habiter le monde, on ne fait que contribuer à le «*métropoliser... autrement*» !

Logement et territoires entre stratégies résidentielles et politiques du logements

Par Amir Saighi

Préambule



Les lois de la gravitation font que toute société humaine ne peut exister qu'en se projetant sur un espace physique, qu'elle façonnera au gré de ses évolutions historiques.

Individuellement et collectivement la population se projette d'abord par une dynamique résidentielle déterminée par des enjeux économiques, politiques et sociaux.

La mobilité sociale (c'est à dire le passage d'une strate sociale à une autre) étant étroitement lié à la mobilité résidentielle, les enjeux sociopolitiques liés à la problématique du logement deviennent pour l'analyste un révélateur puissant de l'état d'une société.

L'observation de la nature de la distribution résidentielle dans l'espace urbain est donc un outil essentiel pour la compréhension des dynamiques sociales.

C'est pourquoi je propose dans une série d'articles à venir explorer cette réalité à travers l'exemple de Paris et de sa couronne et de montrer ainsi une photographie précise de la territorialisation résidentielle et des spécialisations sociales qu'elle induit.

Cette distribution résidentielle étant en même temps le produit et le producteur des différenciations sociales et territoriales, elle organise l'espace comme un reflet fidèle de la stratification sociale.

Manuel Castells dès 1981 nous rappelait que :

« La distribution des résidences dans l'espace produit sa différenciation sociale et spécifie le paysage urbain, puisque les caractéristiques des logements et de leur population sont à la base du type et du niveau des équipements et des fonctions qui s'y rattachent.

La distribution des lieux de résidence suit la logique générale de la distribution des produits et, par conséquent, opère des regroupements en fonction de la capacité sociale des sujets, de leur statut professionnel, du niveau d'instruction, de l'appartenance ethnique, de la

phase du cycle de vie, etc. on parlera, en conséquence, d'une stratification urbaine, correspondante au système de stratification sociale. »

Il nous rappelle également plus loin une autre idée importante pour l'observateur :

« si telle est la tendance générale, elle n'explique pas à elle seule la composition de l'espace résidentiel d'une agglomération, car d'une part, toute ville étant l'enchevêtrement historique de plusieurs structures sociales, il y a des mélanges et des combinaisons particulières dans la distribution des activités et des statuts dans l'espace et d'autre part, toute société est contradictoire et les lois générales du système ne sont que tendanciennes. » (in la question urbaine p 218)

Cette tendance qui nous intéresse ici est donc fortement déterminée dans sa dynamique par l'état des enjeux économiques et politiques à l'œuvre sur un territoire.

Les études menées aux États-Unis dès les années cinquante par l'école de Chicago, ont démontré que la stratification spatiale repose sur l'enchaînement des

mécanismes suivants:

1. Les caractéristiques sociales tendent à former des grappes spatiales. Plus ces caractéristiques sont proches, plus elles tendent à se regrouper spatialement.

2. Le principe essentiel qui influence la distribution des résidences dans l'espace est le prestige social, dont l'expression positive est la désirabilité sociale (préférence pour des voisins semblables) et l'expression négative, la distance sociale (rejet des voisins différents) la distribution résidentielle du revenu, expression de la sanction sociale (positive ou négative) d'un travail donné, détermine l'accessibilité à l'espace résidentiel désiré.

Ces principes sont toujours pertinents pour l'analyse et permettent de faire ressortir trois grandes tendances actuelles dans les dynamiques résidentielles en France, tendance particulièrement visibles en Ile de France.

- La gentrification des villes centres
- la périurbanisation autour des villes centres
- la relégation dans les zones populaires

Ces trois dynamiques se développent de concert car elles dépendent de la même interaction de causalité et influent de surcroît l'une sur l'autre. L'exemple de la région parisienne étant très symptomatique de la conjugaison de ces trois mouvements, cette série d'articles sera centrée sur l'exemple de Paris et de sa couronne.

De plus ces tendances vont donc modeler et remodeler les relations sociales et les rapports de force en fonction des pouvoirs en place.

Ainsi la distribution de l'offre politique locale est souvent le reflet de cette territorialisation des sociologies de populations mouvant selon leur stratégie résidentielle.

Il est donc intéressant à la veille des élections municipales d'examiner à travers la gentrification, la périurbanisation et l'état de relégation des zones populaires les dynamiques nouvelles qui influent sur l'offre politique.

Par ailleurs la conquête ou la sauvegarde du pouvoir acquis implique aussi une vision de la ville que l'on tentera de réaliser selon les aspirations et idéaux de sa classe ou strate sociale d'appartenance.

C'est ainsi que la question du logement social sera également examinée dans l'un des articles car aujourd'hui c'est le grand perdant des dynamiques en cours localement et nationalement.

On ne commence ainsi à peine à mesurer l'impact de la disparition des communautés ouvrières du paysage urbain sur, par exemple, la disparition des solidarités de voisinage qui se conjugaient à celle des usines fortement syndiquées et qui faisaient que les grévistes en luttés et leurs familles pouvaient tenir sur de longues durées.

Aujourd'hui les grands ensembles, autrefois fiefs ouvriers, sont plus marqués par le chômage et le travail précaire dans les services et entreprises du tertiaire, que par la culture du travail en usines pour lesquels ils avaient été créés. Les dynamiques et contraintes de l'offre de logement éparpillent alors ce qu'il reste d'ouvriers ou d'employés encore solvables sur le territoire urbain ou périurbain fragilisant ainsi leur sort en cas de mobilisation et de grève (on le voit bien aujourd'hui).

Le mouvement des gilets jaunes est également l'émanation de cette logique dans le milieu périurbain ou rural.

Tandis que dans les villes centres comme Paris, on assiste à une lutte de pouvoir entre strates de la même classe sociale dont les préoccupations divergent sur les marges de l'aménagement et la privatisation de la ville comme extension de leurs propres logements.

D'un point de vue plus large il s'agira également de questionner le rôle de l'État dans ces dynamiques et l'impact de son désengagement voire sa complicité dans la destruction de équilibres résidentiels en tant que vecteurs de cohésion sociale.

La mythe de « la mixité sociale » cache misère rhétorique (au sens littéral) a longtemps servi à déguiser la disparition programmée et désormais inéluctable sauf miracle révolutionnaire des feu HLM.

J'aborderai à travers une lecture historique l'avènement logique de cette réalité violente de la destruction actuelle des implantations populaires urbaines et la confiscation foncière qui l'accompagne.

Analyser les dynamiques résidentielles en cours n'est donc rien d'autre que l'analyse des luttes de classes dans leurs projections physiques.

(à suivre dans Militant n°159)

Echos des Municipales 2020 : Bagnols/Ceze (Gard)

La gauche, absente des municipales !!

Par Geneviève Sabathé

Dans notre ville, l'offre politique semble se réduire à un jeu de chaises musicales entre des partis de l'ex-gauche de gouvernement qui cachent leur étiquette comme une partie honteuse et des listes de citoyens qui cachent leur ambition personnelle sous un cache-sexe apolitique.

Le programme consensuel (Midi libre du 20/01) décliné par Thierry Vincent, tête de liste apolitique d'Alliance citoyenne, confirme l'abandon de toute référence au social et à la gauche, cette gauche qui a bâti un système social admiré dans le monde entier et que Macron s'acharne à détruire en commençant par les retraites.

Mais que vont faire dans Alliance de bric et de broc, les vrais militants du PCF et les deux insoumis ayant bénéficié de l'investiture officielle de la FI au détriment du groupe d'action historique Bagnols insoumise ?

Les communistes veulent-ils, seulement, continuer à exister alors que chaque élection confirme l'érosion de leur base électorale ? Les deux insoumis inconnus des Bagnolais cherchent-ils une légitimité que le seul comité électoral national ne saurait leur donner ? Quant à la tête de liste qui s'est glissée tranquillement d'une liste « citoyenne » à l'autre, de Convergence à Alliance, n'est-elle pas incommodée par les soupçons d'opportunisme qui lui collent à la peau ?

Les propositions sans consistance d'Alliance citoyenne ne peuvent que rassurer Jean-Yves Chapelet, le maire sortant soutenu par LREM. Il défend les mêmes. Or, comme le dit si bien le bon sens populaire, mieux vaut l'original que la copie.

Décidément, la gauche sera bien absente de ces élections, aucune liste ne fait référence à la paupérisation galopante de la ville et les moyens d'y remédier, sauf celle du RN et de la droite dissidente représentée par l'ex-commissaire de police de la ville (eh oui). Non, il n'y aura pas de liste de gauche véritablement écologiste. L'offre politique est insuffisante et pourrait conduire le groupe d'action Bagnols insoumise à appeler au boycott, la question est en suspens.

Le groupe d'action Bagnols insoumise se réjouit, en tout cas, de ne point participer à cette mascarade électorale qui ne peut aboutir qu'à l'échec de tous ceux qui pratiquent, désormais, la langue de coton qui endort l'électeur là où la langue de bois l'assommait.

Plus important que les péripéties de listes « citoyennes » et Macron compatibles qui se ressemblent et s'assembleront certainement entre les deux tours, il nous paraît urgent de rejoindre le mouvement social de défense de la retraite par répartition afin de donner un coup d'arrêt à la destruction de notre système social par Macron et sa bande de députés playmobil.

Geneviève Sabathé, référente de Bagnols insoumise, groupe d'action « canal historique » de Bagnols sur Cèze



Echos des Municipales 2020 : Alençon (Orne)

La réorganisation de l'élite locale

Par François Ferrette

Alençon est une petite ville moyenne de 27000 habitants située dans le département de l'Orne, en Normandie. La préparation des élections municipales se déroule dans des conditions inédites. Pour la première fois depuis des décennies, il y aura un nombre étourdissant de listes, six ayant été annoncées. L'élite locale se réorganise en faisant des chassé-croisé entre courants politiques autrefois distingués par le clivage gauche-droite.

La situation

En 2014, une liste d'union, au second tour, PS/PCF/Alternative citoyenne est élue de justesse. Le maire d'alors, Joaquim Pueyo, devient député en juin 2017 sans investiture du PS et sur une ligne de soutien à la majorité macronienne. Il cède sa place à la mairie à un autre membre du PS, Emmanuel Darcissac. Ce dernier, longtemps membre du PS, soutient la liste LREM aux Européennes 2019 puis a commencé à recevoir des soutiens dans des secteurs politiques de l'opposition de droite tout en voyant le groupe socialiste se fissurer.

Reconfiguration de l'élite locale

Darcissac reçoit l'investiture LREM dès le mois de juin 2019 pour les municipales 2020, puis des ralliements centristes (UDI) s'opèrent à la suite. De leur côté, Les Républicains se sont indignés du lâchage de l'UDI pour finalement proposer une liste « panpolitique » allant du... PS à LR en passant par des recrutements issus du macronisme. On note également le soutien d'un courant de la droite, AGIR, qui avait participé à la liste... LREM aux Européennes quelques mois plus tôt.

L'ancien maire, Joaquim Pueyo, a organisé son retour et annoncé sa candidature à la mairie sur une liste de gauche (mais pas investie par le PS). Il bénéficie de l'apport de ses colistiers de 2014 mais en ayant perdu les 2/3 de ceux d'alors, rattachés désormais à LREM.

Une opposition divisée

Une liste Alternative citoyenne, EELV, Génération.S et PCF sera résolument de gauche porte le titre de « *Gauche Unie Ecologique et Solidaire* ». Signalons encore la liste d'un pharmacien qui était lié à la droite locale et soutenue en sous-main par une partie de LR.

La France insoumise avait rencontré le PCF et Alternative citoyenne pour discuter d'une liste commune éventuelle. La FI n'avait pas d'a priori concernant une politique unitaire, hormis le fait d'être d'accord sur le profil politique à défendre auprès des habitants et souhaitait marquer un tournant par rapport aux anciennes pratiques. Deux sujets ont achoppé sur l'union : la tactique électorale au second tour et la relation au peuple. Le PCF est prêt à s'allier au PS sans souci car des « valeurs communes » sont partagées. On s'interrogera sur les valeurs communes déployées par la gauche au pouvoir ! Les commentateurs notent que le clivage gauche-droite est passé au second plan



J. Pueyo (PS), futur député après juin 2017, avait donné des signes de soutien après le discours d'investiture d'Emmanuel Macron à l'Élysée le 14 mai 2017 : « Nous lui souhaitons une belle réussite pour la France et les Français »...

dans les choix politiques, préférant des clivages différents (peuple/élite, nation/mondialisation, etc.). Mais rien n'y fait, l'intitulé choisi (Une Gauche Unie...) suggère que le récent repli identitaire du PCF s'est propagé parmi ses partenaires. Il suffirait de rappeler son identité pour appuyer un vote. Le mot de « gauche » aurait conservé une vertu mobilisatrice, provoquant un réflexe psychologique pour un électeur lambda afin de prendre un tel bulletin lors d'élections. On peut douter que cela suffise. A ce problème, s'en greffe un autre, celui de la détermination de l'adversaire à combattre. Pour voter pour la gauche, il faut s'opposer à la droite. Or, il n'y a pas de liste de droite à ces élections alençonnaises. LREM ne se dit pas de droite et correspond à une forme politique différente. LREM n'est pas une force de droite mais l'outil de ralliement des tenants du libéralisme et de l'ordre social, par-delà les clivages traditionnels. La FI ne souhaitait pas s'allier au PS après la catastrophe Hollande mais aussi après quarante ans de politique d'alternance. Quant au peuple, ce mot fait peur. Il faudrait même s'en méfier. Il faut donc conserver la démocratie indirecte actuelle. Le NPA a aussi été rencontré. Un accord général semblait possible mais le NPA s'arc-boute pour se définir comme l'aile gauche de la gauche, pour le dire autrement comme le bord extrême de la gauche traditionnelle, rejetée par les masses. Il en concluait qu'une liste sur laquelle il se porterait devrait se revendiquer de ce secteur politique-là. Mais il acceptait de remettre la référence de gauche pour favoriser l'unité. Autre question ardue celle-là que celle concernant le peuple. Ce mot, il faudrait le laisser à l'extrême droite selon le NPA qui est, malgré tout, pour défendre les peuples opprimés mais pas le peuple de France. J'expliquais alors que le peuple devait être pris comme un bloc de classes face à la bourgeoisie et non une multitude d'individualités dissolvant les classes. Mais cette définition n'a pas plu. Le NPA annonçait qu'il ne se présenterait pas seul. Au final, la FI a pris contact avec des Gilets jaunes pour constituer une liste.

Il y aura donc cinq listes dont trois plus ou moins proches de l'univers élitair macronien. La liste du maire sortant est clairement LREM (macron officiel), mais il ne faut pas négliger la liste Douvry (macron-compatible) et la liste du député Pueyo (macron-honteux), toutes tournées vers la même base sociale. L'élite locale se réorganise et se réunifie tendanciellement. La concurrence est toute de forme. La question est de savoir qui aura le leadership parmi l'élite locale. Nous voyons un éclatement des anciennes frontières politiques. Le macronisme a siphonné la gauche et une partie de la droite. La bourgeoisie a besoin d'être unie face aux crispations sociales qui ne manquent pas de surgir tout en constatant la fragilité des anciens partis sur lesquels elle ne peut plus se reposer. Le clivage gauche-droite lui a servi pendant des décennies, elle passe à autre chose avec Macron et ses alliés.

Quel avenir de la représentation populaire ?

La liste estampillée « *Gauche Unie, Ecologique et Solidaire* » composée de morceaux de la gauche sera tirillée entre sa volonté d'être critique à l'égard des principales forces politiques et sa volonté d'intégrer la mairie en prenant le risque de s'associer avec le socialo-macroniste honteux Pueyo. Cette liste de la « Gauche unie » porte l'ambiguïté permanente héritée de décennies de pratiques politiques. On se donne un air de gauche puis on en rabat au moment de fusion des listes pour convenir à son allié de toujours. La question du programme passe au second plan après la répartition des sièges à la mairie. Cela suffit !

La FI n'a pu être moteur dans l'élaboration d'une liste, faute d'un réseau militant préalable et conséquent et sans habitude de pratiques électorales. Beaucoup de difficultés que l'équipe de campagne n'a pu surmonter pour arracher les 35 noms nécessaires pour présenter une liste. La FI devrait en tirer des conclusions pour renforcer un courant de sympathie, former les militants, en gagner de nouveaux et proposer des actions concrètes.



Une partie de l'équipe de campagne devant le local de LFI (septembre 2019).

Echos des Municipales 2020 : Alençon (Orne) Lettre à Joaquim Pueyo, Sophie Douvry et Emmanuel Darcissac

Lettre à Joaquim Pueyo, Sophie Douvry et Emmanuel Darcissac

« Dans leurs diverses déclarations pour les élections municipales 2020, les trois candidats communient dans des conceptions économiques qui ne permettront pas de redynamiser la ville d'Alençon.

Qu'on ne tourne pas autour du pot : pour revivifier Alençon, il faut réimplanter des emplois en nombre dans le secteur productif, ce qui aura un effet d'entraînement pour les autres secteurs d'activité.

Or, ces trois candidats considèrent que le développement économique viendra de notre capacité à être plus attractif pour les investisseurs. Mais ils pèchent par localisme (déconnectés du contexte économique général) et acceptent de fait une économie ouverte qui assèche et fragilise le tissu économique autour d'Alençon.

Or, l'économie ouverte a restructuré les relations entre les villes et hiérarchisé celles-ci.

Il y a désormais les métropoles qui drainent les principaux investissements, créent le plus d'emplois et affaiblissent les villes moyennes, dont Alençon. C'est le chacun pour soi, si détestable au plan humain, qui se réécrit à l'échelle des villes dans une période où la solidarité nationale disparaît. On sait que des forces politiques sont à la manœuvre pour en finir avec le cadre national au profit de villes pôles d'excellence.

C'est maintenant la guerre des villes, la question étant de savoir qui va attirer les investissements, de façon toujours précaire dans une économie ouverte car les capitaux iront s'implanter là où c'est le plus rentable. Et ce sont les métropoles qui valorisent le mieux les capitaux. Il faut dénoncer cette réorganisation territoriale et assurer un équilibre territorial qui désengorge les métropoles et renforcent les villes moyennes. Avant, cela

s'appelait l'aménagement du territoire, dont plus personne ne parle. Nous avons besoin d'un plan national d'investissement dans le cadre d'une planification démocratique, qui rééquilibre le territoire national et développe les richesses du pays.

Il faut donc donner une réponse complète et non partielle laquelle cache en réalité un accord sur le fait que l'économie fonctionne sur le principe du « laisser-aller, laisser-faire », qui favorise actuellement les grandes métropoles. Ne pas parler de l'ensemble des conditions de la redynamisation de la ville d'Alençon revient à accompagner les déséquilibres territoriaux, à s'inscrire dans une logique libérale et surtout à ne pas ouvrir de perspectives pour désenclaver Alençon et le département.

Les élections municipales ne peuvent se vivre en vase clos ».

François Ferrette

Pueyo (PS), Douvry (LR) et Darcissac (LREM) sont trois candidats qui se présentent à Alençon aux prochaines municipales. Notre correspondant local, François Ferrette, les a interpellés sur les conceptions économiques et l'importance du contexte général pour redynamiser les villes moyen-nés.

Dans leurs diverses déclarations pour les élections municipales 2020, les trois candidats communient dans des conceptions économiques qui ne permettront pas de redynamiser la ville d'Alençon.

Qu'on ne tourne pas autour du pot : pour revivifier Alençon, il faut réimplanter des emplois en nombre dans le secteur productif, ce qui aura un effet d'entraînement

pour les autres secteurs d'activité. Or, ces trois candidats considèrent que le développement économique viendra de notre capacité à être plus attractif pour les investisseurs. Mais ils pèchent par localisme (déconnectés du contexte économique général) et acceptent de fait une économie ouverte qui assèche et fragilise le tissu économique autour d'Alençon.

Or, l'économie ouverte a restructuré les relations entre les villes et hiérarchisé celles-ci. Il y a désormais les métropoles qui drainent les principaux investissements, créent le plus d'emplois et affaiblissent les villes moyennes, dont Alençon. C'est le chacun pour soi, si détestable au plan humain, qui se réécrit à l'échelle des villes dans une période où la solidarité nationale disparaît. On sait que des forces politiques sont à la manœuvre pour en finir avec le cadre national au profit de villes pôles d'excellence. C'est maintenant la guerre des villes, la question étant de savoir qui va attirer les investissements, de façon toujours précaire dans une économie ouverte car les capitaux iront s'implanter là où c'est le plus rentable. Et ce sont les métropoles qui valorisent le mieux les capitaux. Il faut dénoncer cette réorganisation territoriale et assurer un équilibre territorial qui désengorge les métropoles et renforcent les villes moyennes. Avant, cela s'appelait l'aménagement du territoire, dont plus personne ne parle. Nous avons besoin d'un plan national d'investissement dans le cadre d'une planification démocratique, qui rééquilibre le territoire national et développe les richesses du pays.

Il faut donc donner une réponse complète et non partielle laquelle cache en réalité un accord sur le fait que l'économie fonctionne sur le principe du « laisser aller, laisser-faire », qui favorise actuellement les grandes métropoles. Ne pas parler de l'ensemble des conditions de la redynamisation de la ville d'Alençon revient à accompagner les déséquilibres territoriaux, à s'inscrire dans une logique libérale et surtout à ne pas ouvrir de perspectives pour désenclaver Alençon et le département. Les élections municipales ne peuvent se vivre en vase clos.

Grande Bretagne :

« Ken le Rouge » et le Conseil du Grand Londres quand les révolutionnaires dirigeaient des métropoles

Ken Livingstone est un jeune homme de 23 ans quand il adhère au Parti travailliste, en 1968. Et malgré ce choix, il fait clairement partie de la même génération politique que ceux qui rejoignent à la même époque les groupes révolutionnaires, en particulier de tradition trotskyste. Les affinités sont fortes et il n'hésitera pas à s'appuyer sur eux tout au long de sa carrière. Dynamique et activiste, Livingstone devient rapidement conseiller municipal et élu d'opposition au conseil du Grand Londres. Il développe méthodiquement une stratégie de prise de pouvoir de la gauche dans le parti, avec en ligne de mire la conquête de la municipalité.

Pour ce faire, Ken Livingstone constitue un organisme ad-hoc, la Campagne Socialiste pour une Victoire du Parti travailliste qui édite le journal hebdomadaire *Socialist Organiser*. Le comité éditorial de *Socialist Organiser* réunit des membres de plusieurs groupes révolutionnaires et des personnalités indépendantes comme Jeremy Corbyn ou Livingstone lui-même.

Les conservateurs s'affolent et mettent en garde contre une prise de contrôle de Londres par les marxistes, ce qui pourrait leur fournir un tremplin pour mettre en difficultés Thatcher.

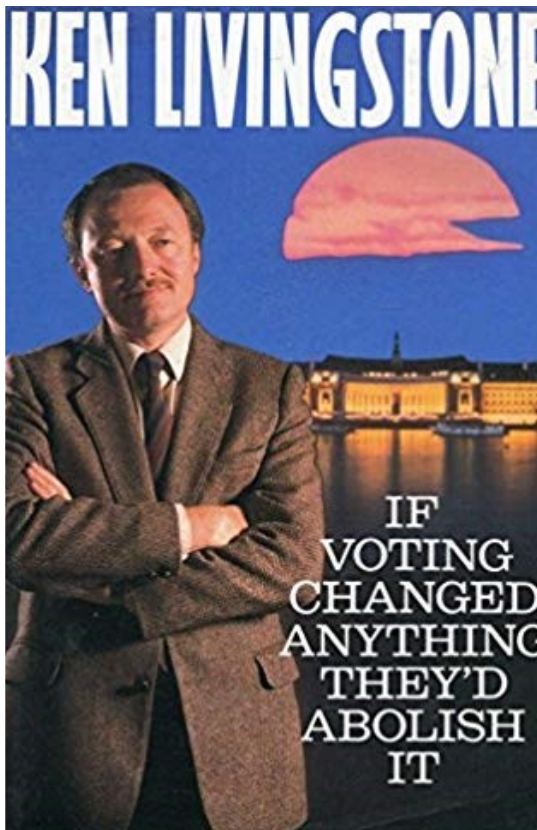
Changeant de circonscription pour se présenter dans le centre de Londres, Livingstone l'emporte en mai 1981. Il en est de même pour les travaillistes à

l'échelle de tout le Grand Londres, même si c'est avec une marge étroite. Leur leader, le très modéré Andrew McIntosh ne va pas profiter longtemps de sa victoire... Dès le lendemain de l'élection, lors d'une réunion du groupe des élus travaillistes, Livingstone se porte candidat et le bat par 30 voix contre 20, prenant la tête du conseil municipal.

Le choc est immédiat avec les conservateurs et en particulier la presse populaire de droite qui trouve à Livingstone son surnom de « Ken le Rouge ». Le *Financial Times* s'inquiète et Margaret Thatcher déclare que les militants de gauche complotaient « pour imposer à



Ken Livingstone, Gerry Adams et Jeremy Corbyn.



cette nation une tyrannie que les peuple d'Europe de l'Est aspiraient à rejeter ».

Une des principales promesses électorales de Ken Livingstone était la diminution du prix des transports urbains, en particulier le métro, suivie d'un gel au niveau le plus bas possible. L'idée était ainsi d'inciter un maximum de londoniens à utiliser les transports en commun. En octobre 1981, la municipalité du Grand Londres annonce une diminution de 32 % des tarifs de transport londoniens, financée partiellement par une hausse de la taxe foncière. Les élus conservateurs portent immédiatement l'affaire en justice, initiant une bataille judiciaire qui s'achève à la Chambre de Lords par une défaite de la municipalité. Ken Livingstone dénonce alors une décision politique et son adjoint aux transports qualifie les Lords de « vandales en hermine ».

Concernant l'emploi, l'équipe municipale crée un organisme dédié, financé par les fonds du conseil, ceux du fond de pension des employés municipaux et un appel aux marchés financiers. Mais les résultats sont maigres, la bureaucratie municipale entravant les projets.

D'autres mesures importantes sont également mises en échec par le gouvernement central. On pense à la tentative de stopper la vente des logements sociaux municipaux. Quant à la tentative de baisser d'un tiers le prix des repas dans les cantines scolaires elle prend fin avec un avis juridique selon lequel les conseillers municipaux devraient payer la différence sur leurs deniers personnels et seraient démis de leurs fonctions.

L'administration Livingstone prend une position ferme sur la question du désarmement nucléaire, proclamant Londres "zone dénucléarisée". Le 20 mai 1981, le conseil stoppe ses dépenses annuelles d'un million de livres sterling pour les plans de défense contre la guerre nucléaire. Il rend public les noms des 3 000 hommes politiques et hauts fonctionnaires qui figuraient sur la liste des personnes à mettre à l'abris en cas de frappe nucléaire sur Londres. Thatcher réplique par une campagne de propagande virulente sur la menace soviétique.

Ken Livingstone crée trois nouveaux départements au sein de l'administration municipale : un pour les minorités ethniques, un pour la police (en laquelle il n'a aucune confiance) dirigé par un noir et un pour les homosexuels. Les associations de défense des femmes, des handicapés, des homosexuels, des prostituées, voient leurs subventions passer de 6 à 50 millions de livres. En retour des attaques très virulentes sont déclenchées par la presse à scandale, celle-ci dénonçant la « gauche cinglée ».

Livingstone refuse d'assister au mariage du Prince de Galles et de Lady Di. Il multiplia les prises de positions scandaleuses pour l'establishment, de la four-niture de café du Nicaragua sandiniste à l'utilisation de l'imprimerie du Workers Revolutionary Party pour éditer le magazine municipal. Il organise une rencontre officielle avec Gerry Adams, président du Sinn Fein irlandais, branche politique d'une IRA qui multiplie alors les attentats. C'est aussi la période de la grande grève de la faim des prisonniers de l'IRA, que Thatcher laisse mourir en refusant leurs revendications.

La haine du pouvoir central envers Livingstone est alors totale et il a beaucoup d'ennemis au sein même du Parti travailliste. Mais il n'hésite pas à utiliser la télévision pour élargir son auditoire, avec succès. Les gens aiment sa franchise, son sens de l'autodérision, son style direct et sa politique de baisse des tarifs publics.

Trop c'est trop. Pour en finir avec « Ken le Rouge », Thatcher décide d'employer les grands moyens en dissolvant la structure administrative du Grand Londres. 11 millions de livres sont dépensées dans une campagne de propagande pour faire accepter l'idée. Mais Livingstone contre attaque, gagnant l'opinion et étant même soutenu par une grève de 24h des 20 000 employés municipaux. Ca ne suffira pas. En juin 1984, un vote du Parlement acte la dissolution du Conseil du Grand Londres. Ken Livingstone, lui, écrit alors un livre intitulé « si voter changeait quoi que ce soit, ils l'interdiraient ».

Militant à Liverpool

Entretien avec Félicity Dowling¹
Ancienne conseillère municipale de Liverpool



Recueil des propos et traduction par Raymond Maillard

Quand as-tu été élue ? Pour combien de temps ?

Le Parti travailliste a gagné le contrôle du conseil municipal de Liverpool en 1983. C'était une époque de crise économique dans le pays mais tout spécialement dans la Merseyside².

La ville avait connu beaucoup de fermetures d'entreprises et de grandes luttes pour tenter de les empêcher. De plus, à la fin des années 1970 nous avons connu l'« hiver du mécontentement » pendant lequel les travailleurs municipaux avaient mené une grande grève, pendant laquelle les morts n'étaient pas enterrés et les ordures pas ramassées. Cette lutte s'est finie en impasse, mais les travailleurs ont obtenu 14 % d'augmentation de salaire et gagnèrent une compréhension de leur force collective. Cette section de travailleurs était la clef de nos campagnes.

En 1979 Thatcher devint premier ministre. Elle était déterminée à briser les syndicats, à réduire les dépenses du gouvernement, à privatiser tout ce qu'elle pouvait et à briser le pouvoir des collectivités locales. Il y avait une vraie pauvreté dans la ville de Liverpool, mais aussi une tradition de solidarité. Les autres villes ressentaient davantage la pauvreté parce que les traditions de compter les uns sur les autres étaient oubliées. Nous savions comment contourner les pires horreurs, sans baisser les bras en quelque sorte.

Les communautés noire et chinoise de Liverpool sont installées depuis très longtemps et très discriminées. Des émeutes à Liverpool (les émeutes de Toxteth³ en 1981) furent complexes et profondément ressenties. Nous avons passé une nuit pendant les émeutes avec le dirigeant des organisations noires

d'autodéfense pour occuper leurs locaux dans l'éventualité d'une attaque de la police. Notre camarade Pauline Dunlop, une infirmière et conseillère municipale a été la première à intervenir quand une camionnette de police lancée dans la foule pour la disperser a tué un homme handicapé, David Moore. Nous avons quelques opposants dans la communauté noire, à la suite de l'envoi d'un permanent travailliste noir de Londres, talentueux, nommé Sam Bond. D'autres opposants incluaient l'aile Kinnock du Parti travailliste et des militants plus âgés influencés par l'église catholique.

Le comité de district du Parti travailliste était devenu le principal point d'ancrage pour la définition de la politique des conseillers municipaux. Dans d'autres villes ils étaient autonomes. A Liverpool, toutes les sections locales du parti et tous les syndicats envoyaient des délégués au comité de district. Se tenait également un congrès annuel de tous les délégués pour définir la politique du parti.

Il y avait d'excellents conseillers de gauche et un brillant député en la personne d'Eric Heffer, lui-même travailleur manuel de métier. En 1983 notre camarade Terry Fields a été élu député (complètement à contre-courant de la tendance nationale), ainsi qu'Eddie Loyden, qui travaillait sur le port et était une autre grande figure de gauche. Bob Parry, un autre député travailliste de gauche, était aussi un allié.

Pour comprendre la manière dont travaillait Militant, il est important de prendre en compte la longue tradition de gauche de la ville et au sein du conseil municipal. Des gens de gauche ou des partisans de Militant étaient à la tête de la plupart des sections du Parti travailliste.

Avant 1983 le conseil municipal était contrôlé par les Libéraux. Une longue lutte au sein du Parti travailliste avait été gagnée par la gauche et tous ses conseillers municipaux acceptaient de soutenir une plateforme incluant le refus des coupes budgétaires, des pertes d'emplois et de services publics, la promesse de construction de 1 000 logements municipaux et la création de 1 000 emplois. Nous avons toujours dit que cela allait conduire à une contre-offensive, jamais que nous ferions des choses pour les gens comme des sortes de bienfaiteurs. Ca a toujours été présenté comme une lutte contre le gouvernement conservateur.

Je suis devenue conseillère en 1984, pour mettre en oeuvre une réforme majeure des écoles et choisie parce que j'étais la secrétaire politique et l'organisatrice du comité de district du Parti travailliste. Un siège a été vacant et j'ai remporté l'élection partielle⁴. Au niveau national, le Parti travailliste était lui-même pris dans une lutte entre sa gauche et sa droite. Malheureusement, la droite gagna sous Kinnock. Ils n'avaient pas l'intention de se confronter au capitalisme ou de résister à Thatcher. L'aile droite du Parti travailliste avait une politique appelée le « bouclier cabossé » et consistant à expliquer aux électeurs qu'ils faisaient une politique de coupes budgétaires contre leur gré.

Quand as-tu rejoins la tendance Militant ?

En 1970. A ce point, c'est davantage un groupe de discussion. Il a grossi en taille et en influence dans la ville à travers des groupes de discussion, des fractions dans les syndicats et les sections travaillistes et des liens complexes avec les luttes internationales, spécialement en Afrique du Sud et au Chili. Une équipe de jeunes travaillaient pour Militant sur la ville, avec des salaires très bas voire inexistantes. Ils travaillèrent très dur et furent importants pour construire la lutte, à la fois au sein du conseil municipal et dans les grèves. Je voulais plus de permanents pour le Comité de district du Parti travailliste mais j'étais toujours en concurrence avec les gens travaillant pour l'appareil de Militant.

Il y a un récit selon lequel Militant dirigeait dans le détail la lutte, avec Peter Taafe discutant quotidiennement avec Tony Mulhearn et Derek Hatton. C'était beaucoup plus compliqué de ça. Nous avons des désaccords internes et des divergences également sur la question de Liverpool.

Un autre facteur clef a été les Jeunes Socialistes du Parti Travailliste⁵. Il y avait deux cent jeunes socialistes avec beaucoup d'énergie et d'élan. Quand une grève des lycéens se déclencha en 1985, nous fûmes émerveillés par le taux de participation.

Un des gros problèmes était nos relations avec quelques organisations noires. Nous avons appointé quelqu'un d'extérieur pour être directeur des relations raciales du conseil municipal.



Felicity Dowling.

Quelles politiques ont elles été mises en œuvre ?

Toutes les promesses électorales ont été tenues. Même la plus petite d'entre elles. Nous n'avons pas fait de coupes budgétaires, nous avons créé plus de 1 000 emplois, nous avons construit des milliers de maisons municipales de bonne qualité, avec des jardins devant et derrière, régénéré des secteurs entiers de la ville, créé un grand parc urbain, ouvert des centres sportifs et combattu le gouvernement. Nous avons combattu politiquement le gouvernement et la première année il a fait marche arrière et nous a donné de l'argent.

Avec quels résultats ?

Les gens ont répondu magnifiquement. Les membres du Parti travailliste ont fait campagne au porte-à-porte, ainsi que certains syndicats qui ont fait de même. Nous avons tenu des réunions publiques, de grandes réunions du Comité de district avec des centaines de délégués et travaillé étroitement avec les mineurs de la région qui étaient en grève. Ce sont les plus pauvres des habitants de Liverpool qui ont donné le plus aux mineurs, en argent comme en nourriture. Mon quartier (le secteur de la ville que je représentais) Speke, a soutenu le puits Point of Ayr pendant la grève avec une collecte hebdomadaire sur le marché, les mineurs et les conseillers collectant ensemble dans la rue. La 5e section du syndicat GMB (jardiniers, fossoyeurs et garde municipale) adopta un puits et envoyaient jusqu'à 1 000 livres par semaine (réunies par de petits dons hebdomadaires) à ce puits, parfois plus à Noël. Leurs adhérents donnaient d'une semaine et demie à deux semaines de salaire aux mineurs tout au long de la grève.

Les manifestations de soutien en notre faveur furent énormes. Les ouvriers municipaux ont travaillé avec nous à chaque étape du chemin. La seconde année de lutte, nous avons essayé de travailler avec d'autres autorités municipales. Elles avaient un plan avec lequel nous étions en désaccord mais auquel nous nous sommes soumis. Cette politique était de « retarder un taux ». Cela signifiait ne pas établir de budget pour qu'il n'inclue pas de réductions. L'un après l'autre, les autres conseils ont cédé, laissant Liverpool et Lambeth (à Londres) seuls contre le gouvernement, mais sur un slogan stupide. Le simple fait de refuser de couper aurait été un argument plus solide.

Nous avons été surtaxés pour le retard dans la fixation du taux, sur la base d'un montant notionnel que nous aurions gagné en intérêts auprès des banques si nous avions réglé plus tôt et si le gouvernement avait accordé une subvention à la banque.

Nous avons réussi à ne pas faire de coupes par de nombreuses tactiques différentes, notamment en vendant des hypothèques détenues par le conseil à une banque japonaise. Cela n'a fait aucune différence pour les personnes qui avaient les hypothèques mais nous a fait gagner du temps. La tactique la plus difficile a été d'émettre des avis de licenciement à chaque employé du conseil.



Chaque syndicat a été consulté et tout le monde savait que personne ne serait licencié, mais cela a donné du temps (90 jours selon la loi) pour équilibrer les comptes.

Lors d'un enterrement récemment, j'ai rencontré l'officier en chef du conseil de l'époque. Il a dit qu'il était convaincu que le Conseil ferait faillite, mais que conseiller Tony Byrne⁶ avait toujours une longueur d'avance et l'a empêché. La construction de maisons a continué sans relâche tout au long de notre mandat et encore un peu après.

Pourquoi et comment les conseillers ont été expulsés ?

Il y a deux processus ici : les conseillers ont été démis de leurs fonctions par le gouvernement, dans le cadre d'un processus appelé « surtaxe », et le Parti travailliste national a expulsé certains d'entre nous, Tony Mulhearn, Derek Hatton Pauline et moi-même au motif que nous étions au Militant.

Alors que notre affaire au Conseil a été portée devant les tribunaux, j'étais dif-famée à la télévision nationale dans le but de me faire exclure du parti travail-liste. Je me suis présentée à nouveau pour l'élection au conseil. J'ai gagné avec une excellente majorité. Je me souviens avoir parlé à un homme qui s'est tiré de sous la voiture qu'il réparait pour dire : "Je sais ce que vous faites et je vous soutiens pleinement. C'est votre travail de combattre le gouvernement comme le mien de réparer la voiture ! Je voterai à nouveau pour vous."

Lorsque nous avons été surtaxés, l'amende était énorme. Cela aurait facilement pu mettre tous les conseillers en faillite, ce qui signifie que ceux d'entre nous qui possédaient des maisons les auraient perdues et certains auraient perdu leurs qualifications professionnelles. C'était le cas des conseillers travailleurs du bâtiment, mais ils travaillaient rarement à Liverpool parce qu'ils étaient sur liste noire. Mais ce qui s'est passé, c'est qu'un fonds a été créé pour payer l'amende. Nous avons demandé aux supporters 50 pence par semaine et pas plus, mais nous avons pu lever près d'un demi-million de livres sur une longue période. Lorsque nous avons finalement payé le dernier morceau, il restait des fonds, que nous avons donnés aux dockers de Liverpool lors de leur longue grève de 1995 à 1998.

Pourquoi les travaillistes ont-ils perdu les élections suivantes ?

Nous n'avons pas perdu les élections qui ont suivi notre destitution. Un deuxième groupe de conseillers de gauche a été élu et a mené une campagne de non-respect de la Poll Tax. Certains plans de régénération urbaine se sont poursuivis. Cependant, le Parti travailliste du district a été dissous, l'aile droite a pris le contrôle organisationnel du Parti travailliste et finalement le Conseil s'est divisé. Essayer de mener une politique de «bouclier cabossé» à Liverpool n'allait jamais marcher. L'adhésion et l'activité au parti ont diminué, et finalement les Libéraux ont repris le contrôle du conseil. Après la Poll Tax, la défaite de Liverpool et des mineurs et le rôle épouvantable que le Labour avait joué, Militant a décidé de créer un parti séparé, qui n'a jamais vraiment fonctionné.

Quelles leçons tires-tu de cette expérience ?

Que les gens répondent au courage et à la détermination.

Que les discussions et les débats construisent le mouvement.

Qu'aucune quantité de discussion entre socialistes ne peut remplacer les mouvements de la classe elle-même, que les idées de socialisme et de solidarité sont puissantes. Que vous devez vous battre pour vos idées en termes de théorie, de stratégie et de tactique. Que la propagande dans les maisons, dans les écoles et les parcs dure des décennies. Qu'une bannière propre, intacte de trahison, conserve son pouvoir d'attraction.

1 - Félicity est porte parole de l'organisation Left Unity et membre du Workers' international network

2 - Région situé autour de la rivière Mersey, grand fleuve qui se jette dans la mer d'Irlande à Liverpool (NDT).

3 - Quartier populaire du centre ville.

4 - En Grande Bretagne, chaque conseiller municipal est élu dans une circonscription.

5 - Organisation de jeunesse du Labour Party.

6 - Décédé en 2018, il a été une force majeure dans la mise en œuvre de la stratégie de régénération urbaine. Cela signifiait la construction de milliers de logements sociaux, de centres sportifs.

Les tâches des sections de l'Internationale Communiste dans la politique municipale

Présidium Elargi du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste

25 Février 1930



1. L'action municipale est un terrain où les partis doivent renforcer leurs liens avec les plus larges masses des travailleurs. Dans les conditions des contradictions croissantes du capitalisme, de la crise économique mondiale qui munit, de la croissance formidable du chômage, de la fascisation rapide de l'appareil de l'État bourgeois, de l'offensive du capital contre les grandes masses de la classe ouvrière et des couches non prolétariennes, — y compris dans le domaine de la politique municipale, — dans les conditions de l'activité croissante des masses, une politique municipale communiste juste doit et peut être un moyen de mobiliser les masses des travailleurs, de soustraire les larges couches à l'influence des partis bourgeois, du fascisme et du social-fascisme¹.

Alors que les sections communistes dans toutes les autres sphères de leur activité (en particulier dans le domaine syndical) ont déjà commencé à modifier leur tactique pour l'adapter à la nouvelle étape de lutte de classes, le travail municipal, dans presque toutes les sections de l'I.C., est resté un domaine où *le tournant, loin d'être réalisé, n'est même pas commencé en règle générale.*

Bien plus, l'action municipale des sections de l'I.C. porte encore l'empreinte de l'opportunisme en pratique (vote du budget municipal, du budget de police, bloc avec les partis bourgeois ; en Tchécoslovaquie, en France, etc., adaptation sans principe à la légalité bourgeoise, pratique opportuniste

allant jusqu'à la corruption : affaire Gaebel et Degner à Berlin²). Dans toutes les sections de l'I.C., elle est le refuge des éléments

opportunistes. *Une des tâches les plus importantes de la politique générale des sections de l'I.C. est d'effectuer un revirement décisif dans leur activité municipale.*

2. Ce revirement décisif dans l'activité municipale implique la rupture avec les traditions social-démocrates dans la question du rôle des municipalités dans l'État bourgeois. « La tâche du prolétariat est de briser la machine de l'État bourgeois, de la détruire et, avec elle, les institutions parlementaires, qu'elles soient républicaines ou constitutionnelles-monarchiques.

« Il en est de même pour les institutions municipales de la bourgeoisie qu'il est inexact, du point de vue théorique, d'opposer aux organes de l'État. En réalité, elles sont de même des appareils du mécanisme de l'État bourgeois, que le prolétariat révolutionnaire doit anéantir et remplacer par les conseils (soviets) locaux des députés ouvriers. »

(Extrait de la résolution du IIe congrès de l'I.C. : « *Les partis communistes et le parlementarisme.* »)

Il est donc faux d'exiger du pouvoir bourgeois « l'autonomie administrative et financière complète des communes » (France). Des revendications telles que « l'extension des droits municipaux conformément aux intérêts des ouvriers et des paysans » et de l'éligibilité des fonctionnaires municipaux (Finlande) ne peuvent qu'entretenir les illusions démocratiques des masses. Les municipalités, en tant que telles, ne peuvent être « un instrument de la lutte de classe du prolétariat » (Danemark).

3. Les communistes répudient les tentatives des opportunistes d'établir une ligne de démarcation de principe entre les entreprises capitalistes privées et de l'État et les entreprises municipales. Ces dernières emploient les mêmes méthodes d'exploitation capitaliste que les entreprises privées. À mesure que se fascisent l'État capitaliste et l'appareil municipal, les entreprises communales deviennent de plus en plus le rempart du fascisme et du social-fascisme. Les communistes ne peuvent donc exiger « le contrôle ouvrier des entreprises municipales », ils ne peuvent lancer et soutenir le mot d'ordre de la municipalisation des entreprises d'intérêt public (ce qui ne contredit pas que les communistes votent contre l'abandon des entreprises communales au capital privé, — mais en signalant en même temps que la vraie lutte contre les aspirations monopolistes de la bourgeoisie ne peut être qu'une lutte révolutionnaire).

4. Le revirement dans l'action municipale exige une lutte implacable contre l'opportunisme dans la pratique municipale du parti et en premier lieu la cessation énergique de toute collaboration avec le parti social-démocrate à n'importe quel moment.

Les communistes ne peuvent conclure d'alliance électorale ni avec la social-démocratie ni avec n'importe quel autre parti bourgeois. Ils ne peuvent voter pour les maires, bourgmestres, adjoints, conseillers municipaux social-démocrates. Il n'existe de majorité ouvrière dans une municipalité que là où les communistes ont la majorité soit à eux seuls, soit par des délégués élus sur les listes ouvrières ou des listes de paysans pauvres, se déclarant prêts à travailler sur la plateforme du communisme et sous la direction du parti communiste.

5. La ligne générale des partis communistes dans le travail municipal est de mobiliser les travailleurs et avant tout les ouvriers et les ouvrières pour la lutte révolutionnaire contre le régime capitaliste dominant.

« Au cas où les communistes obtiennent la majorité dans les institutions municipales, ils doivent : a) créer une opposition révolutionnaire au pouvoir central bourgeois ; b) faire tout pour rendre service à la population pauvre (mesures économiques, organisation ou tentative d'organiser une milice ouvrière armée, etc.) ; c) en toute circonstance signaler les obstacles que le pouvoir d'État bourgeois dresse contre tout grand changement effectif ; d) sur ce terrain mener une propagande révolutionnaire énergique sans craindre les conflits avec les pouvoirs d'État ; e) dans certaines circonstances (dans une situation révolutionnaire aiguë) remplacer les organes locaux municipaux par des soviets locaux de députés ouvriers. De cette façon tout le travail des communistes dans les institutions municipales doit être une partie de leur travail de désagrégation de l'État capitaliste. » (Résolution du IIe congrès sur le parlementarisme.)

Les communistes doivent utiliser les organes électifs municipaux tout aussi bien que ceux de l'État comme une tribune pour mobiliser les masses pour la lutte révolutionnaire.

Le Présidium du C.E. de l'I.C. constate que les partis communistes ont très faiblement utilisé la tribune municipale pour organiser la lutte des masses contre l'offensive du capital et contre la réaction fasciste.

Dans l'écrasante majorité des cas, les fractions communistes des municipalités manifestent une passivité intolérable pendant les campagnes politiques du parti, les mouvements de masses en général.

À l'occasion de toute campagne du parti : contre le danger de guerre, contre la terreur fasciste et social-fasciste, contre les renvois en masse, pour les grèves politiques ou économiques, etc., il faut se servir de la tribune municipale pour expliquer aux masses les mots d'ordre du parti ; les mobiliser pour soutenir les campagnes du parti.

Les conseillers municipaux doivent être en même temps les principaux agitateurs du parti, les initiateurs pour la convocation de réunions de masses où, en qualité des représentants des ouvriers, des travailleurs, ils doivent signaler le lien entre la lutte de classes dans le pays et la lutte sur les questions municipales dans la localité intéressée. En particulier pendant l'illégalité les sièges municipaux doivent être utilisés pour la continuation du travail du parti. Au cours des élections municipales, les communistes doivent intervenir devant les masses avec tout leur programme de revendications partielles et ne doivent pas lancer de telles revendications partielles capables d'entretenir les illusions démocratiques des masses.

Chaque parti communiste doit élaborer son programme d'action municipale et mobiliser les masses travailleuses pour ce programme. Les revendications partielles suivantes doivent être en tête du programme municipal :

a) Direction de la lutte des travailleurs contre le fascisme de toutes nuances, organisation de l'autodéfense pour la lutte contre les détachements fascistes et social-fascistes, etc.



b) Une campagne systématique contre la guerre impérialiste et contre toutes les mesures militaires antisoviétiques, contre le logement des troupes chez l'habitant, contre le rôle auxiliaire des municipalités dans le recrutement des troupes, la liaison avec les travailleurs de l'armée et de la marine dans la localité et en dehors de celle-ci (par le moyen du parrainage) et le soutien de leurs luttes contre le régime de discipline féroce.

c) Le soutien des ouvriers dans leurs luttes politiques et

économiques en donnant des subventions à la caisse de secours des grévistes, le paiement d'allocations aux grévistes et aux lockoutés, création de cuisines populaires gratuites pour les grévistes et leurs familles, organisation de terrain de jeux, de jardins d'enfants et de crèches pour les enfants d'ouvriers.

d) Le large soutien des chômeurs en les exemptant du paiement des services communaux. Subventions spéciales pour secourir les chômeurs, en recueillant l'argent nécessaire en augmentant les impôts de la bourgeoisie, exemption des chômeurs du loyer qu'ils paient aux gros propriétaires, organisation de travaux publics pour les chômeurs par la construction d'institutions d'utilité publique (hôpitaux, maisons d'habitations pour les ouvriers, etc.) en payant les ouvriers au salaire admis dans cette profession.

e) Il est particulièrement important de faire tous les efforts dans la municipalité pour faire en sorte que les impôts communaux soient perçus selon le principe de classe, c'est-à-dire augmentation des impôts sur les couches possédantes en particulier sur les plus riches et réduction de la part à payer par la classe ouvrière et les autres travailleurs, exonération complète pour les ouvriers les plus mal payés, les invalides, etc. ; en cette occurrence, les représentants des ouvriers révolutionnaires ne doivent pas être retenus par la crainte de transgresser les limites de la légalité bourgeoise.

f) L'application de la journée de 7 heures et d'un mois de vacances annuelles pour tous les ouvriers et employés travaillant dans les entreprises municipales. Congé de 4 mois pour les femmes enceintes et paiement par la caisse municipale des versements d'assurances sociales.

g) Assistance aux organisations de masse des travailleurs, aux organisations culturelles, éducatives, sportives, libres-penseurs, etc. ; assistance aux organisations prolétariennes telles que le Secours rouge, le Secours ouvrier international, par l'adhésion collective des municipalités à ces organisations.

h) Dans les pays où il y a des minorités nationales, il faut mener une lutte énergique contre toute oppression de celles-ci, pour l'usage de la langue parlée par les minorités nationales dans toutes les institutions municipales, pour la création d'écoles où l'enseignement se ferait dans la langue des minorités nationales, mais sans l'influence des curés et des réactionnaires, pour la création d'institutions culturelles donnant aux minorités nationales la possibilité de satisfaire leurs besoins culturels et politiques.

i) La lutte pour le soutien pécuniaire et la remise de matériel aux institutions culturelles, aux jeunes ouvriers et ouvrières. La lutte contre les institutions bourgeoises qui obscurcissent la conscience de la jeunesse ouvrière.

j) L'établissement d'une liaison fraternelle avec les soviets locaux de l'U.R.S.S., l'envoi de délégués pour connaître l'application du plan quinquennal et de l'édification socialiste, démasquer les calomnies mensongères contre l'U.R.S.S., répandues par les social-fascistes et la bourgeoisie.

k) Ces principes généraux de la politique communiste municipale doivent être complétés par les revendications correspondantes des ouvrières, des femmes d'ouvriers, des ouvriers agricoles, des paysans pauvres (interdiction d'opérer les saisies, etc., jouissance gratuite des pâturages et des forêts, exonération fiscale, etc.) de toutes les couches pauvres (petite bourgeoisie pauvre) en s'adaptant aux conditions concrètes du pays et de la commune.

6. *Le programme municipal* des sections de l'I.C. doit être rédigé : 1. de façon à contenir des revendications concrètes et d'actualité compréhensibles aux grandes masses et capables de les entraîner dans la lutte sous la direction du parti communiste ; 2. ce programme doit garder toute sa vigueur et doit être

dirigé contre l'adaptation sans principe à la légalité bourgeoise ; 3. les revendications partielles doivent être liées avec les revendications fondamentales que le parti communiste appliquera après la prise du pouvoir en tant que parti de la classe ouvrière. Il faut systématiquement expliquer aux ouvriers et aux autres couches opprimées que la réalisation de certaines revendications partielles ne peut nullement améliorer sensiblement leur sort.

Dans les conditions de l'essor révolutionnaire croissant, alors que les masses toujours plus larges de travailleurs commencent à comprendre qu'il n'y a pas d'autre issue à la catastrophe menaçante que la révolution prolétarienne, une des tâches les plus importantes des partis communistes est de populariser la politique municipale de

l'U.R.S.S. et ses résultats (expropriation des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie, la classe possédante dépouillée du droit de participer à l'activité municipale, la confiscation des maisons de la bourgeoisie pour loger des ouvriers, l'application du principe de classe dans les impôts, les travaux de réparations et d'aménagements dans les quartiers ouvriers de préférence, une large assistance aux chômeurs, l'instruction gratuite, l'utilisation des institutions culturelles qui étaient autrefois le monopole de la bourgeoisie, etc.).

7. C'est du point de vue des tâches énumérées plus haut qu'il faut considérer l'activité des conseillers municipaux communistes. Jusqu'à présent cette activité s'est déroulée fréquemment sous le signe de la subordination sans principe à la légalité bourgeoise et même parfois avait pour objectif de conserver des postes bien payés.

Dans toutes les communes où les communistes ont la majorité ils doivent lutter pour l'application pratique du programme municipal communiste, sans

VILLE DE MITRY-MORY

ELECTIONS MUNICIPALES du 5 MAI 1935

LISTE des CANDIDATS

DU

BLOC OUVRIER et PAYSAN

CHÉVREMONT Marcel, treillageur, maire sortant.
POCHART André, orfèvre, adjoint sortant.

craindre d'entrer en conflit avec le pouvoir d'État. De tels conflits sont une chose inévitable que doivent nettement comprendre les partis communistes et que nos partis doivent utiliser pour démasquer aux yeux des masses tout le caractère réactionnaire de l'État capitaliste et pour mobiliser les larges masses (par des manifestations, des grèves de protestation) pour la défense de l'activité des municipalités communistes.

8. Un des plus graves défauts de l'action municipale des partis communistes est sa liaison insuffisante avec l'activité et les mots d'ordre d'action du parti, son isolement du travail de masses, en particulier du travail dans les usines.

Les revendications municipales, en règle générale, sont formulées en « haut lieu », sans être discutées dans des réunions ouvrières. Les communistes doivent lier les propositions de leurs fractions dans les municipalités avec l'agitation dans les usines, les mettre en discussion dans les réunions d'usines, dans les réunions de chômeurs et dans les organisations de masses. Nos conseillers municipaux doivent rendre compte de leur activité dans de telles réunions.

Seul un tel revirement dans notre travail municipal peut assurer aux commu-

nistes un contact avec les masses. Les masses doivent avoir le contrôle de l'activité des fractions communistes et des conseillers municipaux communistes. Dans ce but, il faut à la veille des actes importants dans les municipalités convoquer des réunions d'usines, des réunions syndicales, des réunions de chômeurs. La plate-forme électorale de l'opposition syndicale doit contenir les plus importantes revendications municipales.

Dans les journaux d'usines, il faut parler systématiquement de l'activité des fractions communistes dans les municipalités et de leur lutte contre le bloc bourgeois-social-démocrate.

Des conseillers municipaux communistes doivent être

affectés à de grandes usines, des comités de chômeurs, des organisations de masses. D'autre part, les ouvriers des grandes usines, les comités de chômeurs, les organisations de masses, doivent élire des délégués qui seront des consultants auprès des fractions municipales. Le travail de masses organisé de cette façon, l'autocritique constante, la liaison solide et systématique avec les masses donneront une base solide à l'activité révolutionnaire des conseillers municipaux communistes.

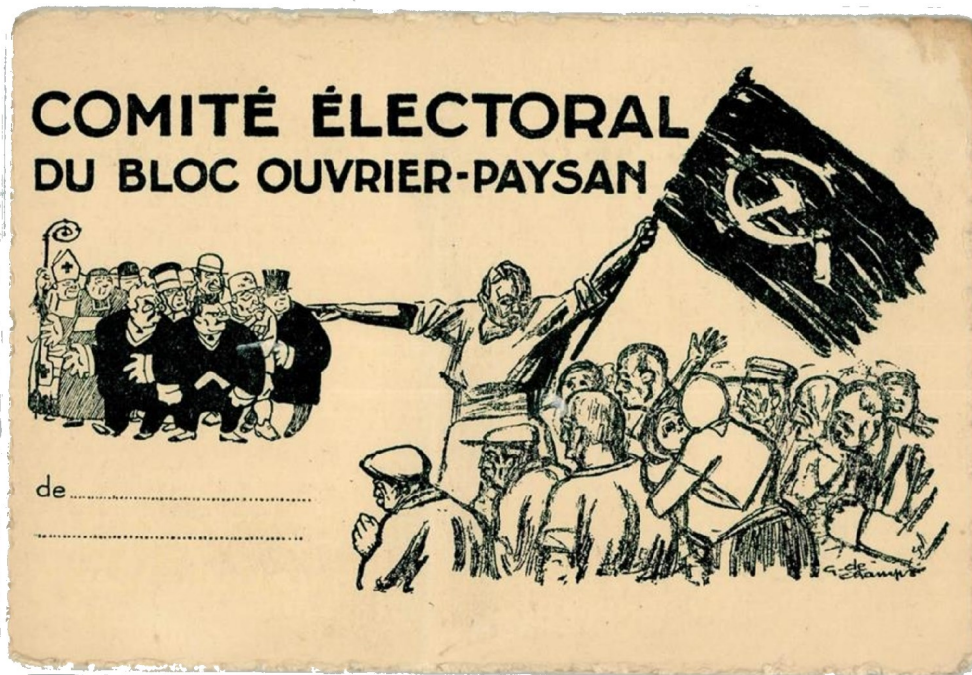
9. Le tournant ne peut être réalisé dans l'activité municipale si on ne prend des mesures pour changer la composition même de ces fractions et les méthodes par lesquelles le parti dirige cette activité.

Pour débarrasser les fractions communistes des éléments petits-bourgeois opportunistes, il faut dénoncer ouvertement leurs erreurs, démasquer devant les ouvriers tous leurs actes d'opportunisme. Les fractions doivent avoir pour noyau des ouvriers d'usine, surtout ceux des grandes usines et non pas les « spécialistes » des questions municipales, parmi lesquels sont si nombreux les éléments franchement opportunistes et même absolument étrangers au prolétariat.

En présentant nos listes de candidats, il faut y inscrire des ouvriers, des ouvrières et des jeunes ouvriers conscients et sûrs au point de vue politique. La campagne électorale et toute l'action municipale doivent être utilisées pour entraîner les larges masses féminines dans le mouvement révolutionnaire.

Il faut organiser systématiquement des cours sur les questions municipales pour former nos militants sur ce terrain.

10. Les fractions communistes, dans la plupart des cas, travaillent sans contrôle systématique des organes du parti. Dans nombre de sections de l'I.C. il n'y a pas encore de sections municipales près le C.C., près les comités régionaux pour diriger le travail de fraction. Les organes du parti doivent systé-



Le Bloc Ouvrier-Paysan & l'Action municipale — N° 1

VICTOR CAT

Secrétaire de l'Union des Municipalités
Communistes

LE BLOC OUVRIER-PAYSAN AUX ÉLECTIONS MUNICIPALES



1925

LIBRAIRIE DE L'HUMANITÉ

— 120, RUE LAFAYETTE, PARIS —

127
I.H.S.

Prix : 1 fr. 50

matiquement donner des instructions aux fractions et aux conseillers municipaux.

La création près du Comité central et près des comités régionaux du parti de sections municipales jouissant d'une grande autorité, la désignation dans ces sections de militants ayant une ligne bolchéviste ferme, la création dans les journaux communistes de rubriques de la vie locale pour aider et contrôler l'activité municipale, telles sont les conditions indispensables pour combattre avec succès l'opportunisme en pratique.

Il faut énergiquement s'opposer aux tentatives des opportunistes d'organiser à part des groupements de conseillers municipaux communistes (Ligue de conseillers municipaux communistes) pour élaborer et réaliser indépendamment la politique municipale sans la direction et le contrôle du parti.

11. Le tournant dans la politique municipale du parti provoquera une grande résistance de la part de tous les éléments opportunistes. Mais les partis communistes, loin de créer, doivent au contraire profiter de tout acte de sabotage et de résistance des éléments opportunistes pour alerter contre eux les effectifs du parti et les masses ouvrières, afin que le parti puisse, en cas de besoin, se débarrasser sans dommage de tels éléments. La lutte contre le légalisme municipal a tout prix, une des variétés les plus dangereuses de l'opportunisme, doit être menée de la façon la plus implacable.

12. Le tournant vers la politique municipale révolutionnaire implique aussi un effort énergique pour faire disparaître les déviations « de gauche » (le boycottage des élections municipales, du travail municipal, le refus d'accepter des postes municipaux, la sous-estimation de l'importance du travail municipal pour la mobilisation des masses, la *substitution* à

la mobilisation des masses par un programme concret de revendications partielles, de la phrase « gauchiste » sur la révolution dans les questions municipales après la prise du pouvoir par le prolétariat).

Dans tous les pays « démocratiques » aussi bien que fascistes, les communistes dès qu'ils en ont la possibilité doivent prendre part aux élections pour mobiliser les masses, et, d'une façon ou d'une autre, exprimer la volonté des masses révolutionnaires contre la bourgeoisie impérialiste et contre la social-démocratie, son agent dans la classe ouvrière.

Pour une politique municipale bolchéviste ! C'est sous ce mot d'ordre que les partis communistes doivent effectuer le revirement et mobiliser les larges masses du parti pour réaliser la nouvelle orientation. Le travail municipal doit être un travail intéressant tout le parti. De même que le travail syndical et le travail dans les autres organisations de masses, il est une partie de l'action que mène le parti pour faire connaître aux masses nos principes et nos buts et pour les mobiliser pour réaliser ces principes et ces buts du parti. Une bonne politique municipale révolutionnaire sera un puissant moyen pour rallier les masses à la révolution prolétarienne.

1 - Sur la critique de ce concept, voir l'article de Léon Trotsky d'août 1930 « le social-fascisme », en ligne sur Marxists.org URL <https://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1930/08/300800e.htm>

2 - En 1929 un scandale, connu sous le nom de « scandale Sklarek » éclata à Berlin. Des commerçants juifs ayant des contrats avec la ville de Berlin avaient émis un nombre considérable de fausses factures, à hauteur de 10 millions de marks. Pour se couvrir, ils faisaient des dons à diverses organisations politiques de droite comme de gauche, dont le Secours Rouge, organisme lié au PC et dirigé localement par Degner et Gäbel. A la suite de la découverte de l'affaire, ils furent exclus du PC allemand pour « comportement non prolétarien ».

Rencontre anti-impérialiste de Solidarité Pour la Démocratie et contre le Néolibéralisme

Par Marie-Pascale Chevance-Bertin,
Jean-Paul Chardon

Nous avons participé les 1^{er}, 2 et 3 novembre 2019 à la rencontre Anti-impérialiste de Solidarité pour la Démocratie et contre le Néolibéralisme qui s'est tenue à La Havane : démonstration d'appui et de solidarité avec la révolution cubaine et de condamnation de l'impérialisme de Trump.

1700 délégués de 86 pays ont participé à cet événement. La région d'Amérique Latine et des Caraïbes était amplement représentée par des personnalités de partis politiques, associations, mouvements populaires, syndicats, mouvements de femmes, organisations de jeunesse. Parmi eux, nous pouvons citer :

- Nalu Farias, créatrice de La Marche Mondiale des Femmes.
- Gleisi Hoffman et Monica Valente, membres du PT brésilien.
- Gail Walker, représentant des Pasteurs pour la Paix, USA.
- Omar Mansour, de la République Arabe Saharaoui Démocratique.
- Atilio Boron, politologue argentin.
- Ignacio Ramonet, journaliste.
- Alfredo Rada, vice ministre bolivien.
- Nguyen Viet Thao représentant le gouvernement viet namien .
- José Santos Figueroa, député du FSLN nicaraguayen.
- Rodrigo Granda, porte parole international du parti FARC de Colombie.
- Rosa Meneses, de Puerto Rico.
- Muaz Jama, du FDLP Palestinien .

Nous ne citerons pas les 86 pays présents, mais les délégués du Brésil, du Chili et de Puerto Rico étaient très nombreux et d'autres pays comme la Chine, la Grenadine, le Honduras avaient également leurs représentants. Cette rencontre autour de la solidarité avec Cuba était surtout régionale mais comptait certains délégués européens venus de France, Espagne, Allemagne, Angleterre ainsi que du Canada et des Etats Unis. Le peuple cubain était présent à travers les représentants les plus éminents de ses différentes instances.

Bruno Rodriguez ministre des affaires étrangères a lui même accueilli les participants donnant le ton à ce que seront ces trois jours extrêmement denses :

- Dénoncer le blocus d'une violence absolue à l'encontre de Cuba infligé par Trump.

- Intensifier la solidarité avec Cuba et les peuples qui luttent pour leur indépendance, être très vigilant face à la politique générale de déstabilisation de la région mise en place par les politiques néolibérales. La question est d'identifier et de débattre des alternatives possibles permettant d'augmenter l'influence politique et sociale des mouvements sociaux et des partis politiques de gauche et progressistes. Rechercher une meilleure communication et de possibles organisations communes. La violence actuelle de la politique néolibérale a été dénoncée en permanence que ce soit par répression au Chili ou la préparation de coups d'état comme en Bolivie ou au Venezuela. Face à cette violence la volonté de résistance et de défense de la paix a été une constante durant ces rencontres. Les discussions en plénière ou en commission, se sont centrées sur l'analyse des nombreuses insurrections anti néolibérales entraînant des réponses chaque fois plus violentes et fascistes. Ce terme fasciste a souvent été employé pour nommer la droite internationale qui met en place son plan de

fragmentation, captation et délégitimation des dirigeants et des projets populaires de gauche.

Fernando Gonzalez Lloret président de l'institut cubain de l'amitié avec les peuples l'ICAP organisateur de cette rencontre, a appelé à « des accords pratiques avec une conscience collective » pour reprendre l'initiative politique et aborder les nouveaux défis que la gauche doit affronter face à l'hostilité impérialiste de plus en plus forte contre la région d'Amérique Latine et des Caraïbes.

Il n'y a pas de développement possible sans justice sociale. Le capitalisme engendre des inégalités qui offensent l'humanité comme le dit Bruno Rodriguez Padilla ministre des affaires étrangères qui a affirmé que « le gouvernement de Trump est la pire menace contre la paix mondiale ».

En effet en ce qui concerne Cuba, le blocus s'est considérablement durci en empêchant les bateaux d'atteindre Cuba sous peine de sanctions économiques drastiques, en empêchant les avions d'atterrir sur l'île ailleurs qu'à la Havane, en empêchant les avions ayant plus de 10 % de matériaux américains de voler vers la Havane, ce qui pénalise la compagnie cubaine qui sous traite des avions d'autres compagnies, en interdisant les citoyens américains de se rendre à Cuba alors que le président Obama avait desserré l'étau ce qui favorisait le tourisme source vitale de devises pour le pays. Ce blocus entraîne une pénurie énergétique, de médicaments et de bien d'autres produits nécessaires à la vie des habitants. Le peuple cubain fait face à une réalité qui rappelle le temps si difficile de ce que l'on a appelé la Période Spéciale au lendemain de la chute du bloc soviétique dont Cuba était très dépendant économiquement. Malgré ces sinistres sanctions, rappelons que 31000 cubains surtout médecins apportent leur aide et leur savoir à 84 pays. Pendant ces trois jours Fidel Castro a été en permanence évoqué par les délégations, qui remerciaient la force, la fierté, la dignité et le courage que la révolution cubaine a transmise à tant d'autres peuples. Il y a des soulèvements populaires à Puerto Rico, au Honduras, au Pérou, au Chili tous sévèrement réprimés mais malgré les souffrances, cela n'entame pas la volonté des peuples de persévérer dans leur résistance. Le Venezuela et Cuba font face à la pression sans précédent de l'impérialisme américain.

Le deuxième jour, le travail des délégués s'est effectué dans des commissions thématiques.

- 1) La solidarité avec Cuba.
- 2) Le peuple devant le libre échange et les transnationales.
- 3) Décolonisation et guerre culturelle.
- 4) Jeunesse stratégies et continuité des luttes.
- 5) Démocratie, souveraineté et antiimpérialisme.
- 6) Intégration, identités et luttes communes.



Tout au long de ces trois jours, les délégués ont insisté sur la demande de mise en liberté du président Lula, ont dénoncé la répression que subit le peuple chilien, ont applaudi l'Argentine qui est sur le chemin d'un renouveau démocratique, ont dénoncé la politique de Bolsonaro, ont mis en garde contre l'approche d'un coup d'état en Bolivie, ont soutenu Puerto Rico dans sa lutte pour son indépendance, et ont acclamé la délégation palestinienne en soutien à l'héroïque résistance du peuple palestinien. Attilio Boron a appelé à une forte mobilisation sur les réseaux sociaux pour

contre les fake news. Il a comparé la force des téléphones mobiles à une kalachnikov, à cela le délégué du mouvement des sans terre brésilien lui a répondu que sans mésestimer l'utilité des cellulaires, ce ne sont ni les réseaux sociaux ni les ordinateurs qui gagneront la guerre, mais les femmes et les hommes qui envahissent les rues en luttant.

L'atmosphère de ces rencontres était extrêmement combative, solidaire, inquiète et chaleureuse. La présence de toutes ces délégations de si nombreux pays a permis des échanges fructueux. Nalu Farias initiatrice de la marche mondiale des femmes en 1998 a été très applaudie. « Résister pour vivre, marcher pour transformer » La cinquième édition de cette marche aura lieu en 2020. Justement, le succès de cette initiative est un signe de l'apparition de nouvelles revendications qui ont été entendues durant ces journées. La question de l'écologie et la présence du féminisme. Les débats ont mis en avant en permanence que le capitalisme et le néolibéralisme sont un danger pour nos vies, et pas seulement pour la force de travail. Le capitalisme est incompatible avec l'écologie, dans sa course aveugle, il détruit la planète obsédé par l'idée d'accaparer toutes les ressources naturelles. Le patriarcat, le racisme, la division sexuée du travail doivent être combattus et sont au cœur du néolibéralisme. L'accumulation du capital, l'appropriation des biens empêchent tout horizon émancipateur. Il est nécessaire d'approfondir les discussions entre partis politiques et mouvements populaires et de consolider l'internationalisme.

Les commissions qui se sont réunies le deuxième jour ont fait part de leurs priorités. En voici quelques unes sur les 33 qui ont été citées

Identifier le capitalisme et l'anti-impérialisme comme ennemi principal.

Soutenir tous les peuples qui veulent un futur meilleur et la paix.

Incorporer la jeunesse dans le travail militant.

Rendre Guantanamo à Cuba.

Exiger la levée du blocus subi par Cuba et l'Iran et le Venezuela.

Dénoncer les tentatives de déstabilisation au Venezuela et en Bolivie.

Dénoncer le racisme, la violence faite aux femmes.

Soutenir les luttes des peuples d'Amérique latine, des Caraïbes et du Moyen orient.

Défendre les peuples originaires, la bio diversité, la justice sociale.

Condamner les USA et l'UE

Une consigne qui a été reprise de nombreuses fois, est la nécessité de l'unité. L'ennemi est très fort, très organisé et très solidaire et face à lui, la gauche doit chercher l'accumulation des forces par l'unité et ne pas se laisser aller à la fragmentation qui affaiblit.

Les stratégies possibles de lutte armée n'ont jamais été évoquées bien que le Viet Nam et Cuba ont été cités comme exemples de réussite de processus révolutionnaires.

Les rencontres se sont terminées aux cris de « *le peuple uni ne sera jamais vaincu* » et les participants ont vécu avec beaucoup d'émotion l'arrivée du président vénézuélien Nicolas Maduro pour clore ces journées, accompagné de Raoul Castro et du président Miguel Diaz Canel.

Les discours de Nicolas Maduro et Miguel Diaz Canel ont été écoutés avec gravité car ni l'un ni l'autre n'ont caché leur grande préoccupation face à la violence du néolibéralisme, face à l'incroyable capacité mensongère des hommes politiques, des médias et des réseaux sociaux qui met en péril les peuples qui ne se soumettent pas à leurs dictats. Ils ont encouragé la résistance, la lutte et surtout l'organisation et l'unité.

Aujourd'hui, la répression au Chili est toujours aussi sanglante, l'occupation des territoires palestiniens est légitimée par les USA, un régime ouvertement soutenu par Trump met Haïti à feu et à sang et le coup d'état en Bolivie a eu lieu, entraînant une violente répression.

Ces tragédies sont l'exemple de la brutalité et de la férocité des politiques néolibérales qui n'hésitent pas, lorsque leurs intérêts sont menacés à massacrer les peuples qui défendent leur droit à vivre.

Il nous semble, dans ce contexte international, qu'il est plus nécessaire que jamais de participer à des rencontres comme celles qui ont eu lieu à La Havane, c'est une nécessité et un encouragement pour tous ceux qui œuvrent pour la justice sociale et la paix dans le monde.

L'union des Gauches aura-t-elle lieu ?

A propos du meeting de St Denis du 11 décembre 2019 sur les retraites

Par François Ferrette

La bataille contre la réforme des retraites est l'occasion pour certaines forces politiques de tenter de se refaire une santé et de rappeler à notre souvenir des tactiques politiques anciennes.

Il en est ainsi de l'initiative du PCF qui a proposé la tenue d'un meeting officiellement en soutien aux salariés en lutte contre la réforme Macron sur les retraites à St Denis le 11 décembre dernier. Sur l'estrade, des leaders de tous les partis, du NPA à EELV, Génération.s (Hamon) La France insoumise, Lutte ouvrière et le Parti socialiste, s'étaient retrouvés côte à côte.

Si la volonté de s'unir contre la réforme des retraites est positive et donne du souffle à la lutte, le but du meeting était en réalité tout autre. Le mot d'ordre principal était « une autre réforme est possible » et c'est bien sur cet axe là que les organisations se retrouvaient.

Nous avons pu alors voir se regrouper le ban et l'arrière ban de la dite gauche mais aussi de forces ne s'y reconnaissant pas. Le meeting s'est clôt par la décision de constituer un comité de liaison (PCF, PS, GDS, Ensemble, PEPS, RS, EELV) qui a rédigé une déclaration commune le 20 décembre finalement signée par onze organisations. Comme l'a noté plus tard avec raison Jean-Luc Mélenchon, il y a plusieurs organisations signataires qui sont d'accord avec le principe de la retraite à points : les Verts y sont favorables tout comme Les Radicaux De Gauche (PRG), le PS n'est pas contre, tout comme l'Union des démocrates et Ecologistes (UDE, qui soutenait la liste LREM aux européennes) et dont des adhérents peuvent avoir la double appartenance avec LREM, comme Stéphane Bijoux, euro-député ou encore Antonio Duarte, soutien à Grivaux aux municipales à Paris. Sur 11 organisations signataires, 4 ont donc un désaccord de fond avec les autres, la plupart sont d'ailleurs groupusculaires, issus du PS et ne sont connus que des spécialistes de la politique microscopique (Gauche Démocratique et Sociale, Gauche Républicaine et socialiste, GénérationS, Pour une Ecologie Populaire et Sociale, Place Publique, République et Socialisme). C'est sur la base de ce front politique là que les partis de gauche pensent pouvoir offrir une alternative au pouvoir macronien ?

Si LO, le NPA ont participé de façon critique au meeting, ils ne sont pas signataires de l'appel du comité de liaison, au contraire de l'organisation *Ensemble* qui a 3 députés apparentés à La France insoumise, laquelle n'a heureusement pas signé l'appel.

Un grand danger guetterait la France insoumise à prendre le chemin de l'union des gauches et continuer à faire semblant d'être d'accord sur des bases floues. L'unité doit avoir un contenu social et politique sous peine de reproduire les vieilles pratiques dont nous souhaitons nous séparer. La tentation existe au sein de la France insoumise de rallier une union des gauches (Clémentine Autain et Ensemble manœuvrent en ce sens) et fermerait l'espoir qui a soulevé les foules lors de la campagne électorale 2017. On a malheureusement constaté des signes inquiétants lors des européennes 2019 ou encore sur la question de l'immigration, de la souveraineté nationale ou encore sur l'absence de réaction lorsque la France insoumise est classée à gauche sans réaction des dirigeants. L'avenir nous dira si des décantations internes permettront de clarifier la situation et de renouer avec le meilleur de la présidentielle 2017. Le 22 janvier, 13 organisations signaient un texte (dont *Ensemble et UDE*) qui ne revient pas sur les calamiteuses réformes antérieures, non plus sur la retraite à 62 ans. Est-ce le bon chemin pour changer de politique ?

La Revue des livres

Par François Guingouin



**La cause végane
Un nouvel intégrisme ?**
Frédéric Denhez, Buchet-Chastel,
2019, 18€

La mode végane trouve un certain nombre de détracteurs dont F. Denhez. Il part en guerre contre ce nouveau mode de vie et on le remercie de ne pas tomber dans l'opportunisme dans lequel trop de journalistes se perdent. Pêle-mêle, il s'en prend à l'antispécisme, l'association L214, la viande in vitro, la Silicon Valley... On notera l'intérêt à dénoncer la nouvelle religion qui se consolide sous la forme d'une vénération pour Dame Nature. Les philosophes parlent de Gaïa, la Terre-mère, la Déesse-mère qui doit être honorée et respectée. Il pointe le glissement juridique dans nombre de pays. En Nouvelle-Zélande, un fleuve a désormais le pouvoir d'être représenté à un procès au motif que le cours d'eau a des intérêts spécifiques à défendre. Comme il n'a pas la possibilité de se défendre, c'est une tribu dont le territoire longe le fleuve qui prend sa défense en charge. Sur le plan juridique, ce qui était considéré comme des objets deviennent des sujets ayant des intérêts propres. F. Denhez a donc raison de dénoncer le relativisme qui sévit et qui met sur le même plan humanité, animaux, éléments de la nature.

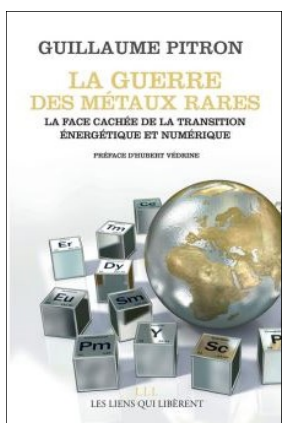
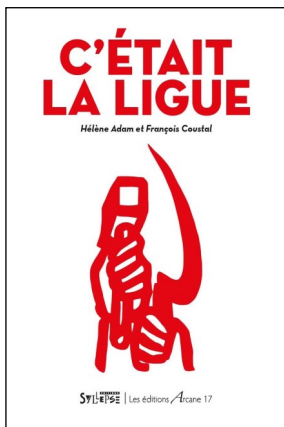
C'était la Ligue, Hélène Adam et François Coustal, Éditions Syllepse, 2019, 29€50).

Il ne s'agit pas réellement d'une histoire de la LCR mais plutôt d'un témoignage par deux biographes. Les auteurs, ont été membres dirigeants de la LCR pendant de nombreuses années et ont quitté le NPA en 2012 et crée en 2013 *Ensemble*, avec d'autres courants politiques. *Ensemble* participe à la France insoumise. On comprend, en creux, les erreurs successives de l'organisation. Les décisions politiques étaient à l'opposé d'une ligne de masse, celle qui permet d'étendre son audience. On pourrait croire que la Ligue a tout fait pour ne pas être influente en France en favorisant l'action armée dans une première période, croyant dur comme fer que la révolution était à portée de main après Mai 68. Elle s'est détachée de

l'action syndicale ou, lorsqu'elle s'en est rapprochée, elle a mis ses forces dans la CFDT. Elle a pratiqué l'entrisme dans le PS alors qu'il est aux portes du pouvoir et que la politique miterrandienne entrainera un décrochement des masses du PS. L'internationalisme abstrait et son nihilisme national lui a interdit d'être en contact avec les préoccupations des masses. Il s'ensuit logiquement un mot d'ordre de renégociation des traités européens, par exemple. L'insistance quasi pavlovienne de la victoire d'un bloc de gauche (sous des formules différentes selon les périodes) est aussi un trait particulier. L'appellation de « gauche de la gauche » que la Ligue s'applique à elle-même interroge car le mouvement révolutionnaire ne s'en revendique pas historiquement, préférant se définir en tant que communistes ou de révolutionnaires. Il faut peut-être y voir là l'influence idéologique des grands partis sur les petites organisations à partir des années 1930. Au total, la Ligue a regroupé un maximum de 3800 membres en 1977 et serait tombée à 570 adhérents en 1981. Elle a eu un nouvel afflux pour fonder le NPA en 2009 avec 9000 membres (moins de 2000 en 2019).

La guerre des métaux rares, Guillaume Pitron, Les liens qui libèrent, 2018, 8,90€.

Voilà un petit livre bien stimulant pour tous ceux qui s'interrogent sur les enjeux du moment et notamment sur la transition écologique. Pour l'auteur, la condition de notre écologie d'une politique propre en Occident est d'entretenir la pollution à un niveau extraordinaire à l'autre bout du monde. Il insiste sur les méfaits de la production de métaux rares en Chine et des conséquences environnementales. Il évoque aussi d'autres pays en Afrique et en Amérique du Sud. Une carte de France est publiée en annexe et identifie les régions où une production minière pourrait être relancée. Cela pourrait faire partie d'un plan d'ensemble pour développer l'industrie en France. Arnaud Montebourg s'était penché sur la question et projetait la création d'une Compagnie nationale des Mines de France. Une bonne idée à reprendre ?



Les échos de *Militant*



8 octobre 2019. Raymond Maillard, rédacteur en chef de Militant, réagit sur RT Arabic à l'assassinat de quatre policiers parisiens par un de leurs collègues devenu islamiste (en Arabe).

Retrouvez les vidéos de Militant sur Youtube



<https://www.youtube.com/user/Militant75/videos>

17 octobre 2019. Conférence débat avec Dominique BARI, journaliste spécialiste de la Chine et de l'Asie, directrice de la revue La Pensée, auteur de "Chine, la grande mutation" (éditions sociales).



Réunion débat
Jeudi 17 octobre à 19h
CAIRN
18 rue Victor Massé
Paris 9e (métro Pigalle)



DE RETOUR DE PEKIN

Dominique BARI
Journaliste, spécialiste de la Chine et de l'Asie, directrice de la revue La Pensée, auteur de « Chine, la grande mutation »

Où va la CHINE ?

9 novembre 2019. Raymond Maillard réagit sur RT Arabic à l'annonce par l'Iran de la reprise de l'enrichissement de l'uranium dans son usine de Forda.



ي أن باريس ليست قادرة
تأها ضورن الاتفاقي النووي

21 novembre 2019. Marie-Pascale Chevance Bertin et Jean-Paul Chardon, délégués français, ont fait le compte rendu de la Rencontre anti-impérialiste et de solidarité pour la démocratie et contre le néo-libéralisme tenue à Cuba du 1er au 3 novembre.



Réunion débat
Jeudi 21 nov. à 19h
CAIRN
18 rue Victor Massé
Paris 9e (métro Pigalle)



Marie-Pascale CHEVANCE BERTIN
Jean-Paul CHARDON
De retour de La Havane

Compte-rendu de la RENCONTRE ANTI-IMPÉRIALISTE DE SOLIDARITÉ POUR LA DÉMOCRATIE & CONTRE LE NÉO-LIBÉRALISME

14 janvier 2020. Raymond Maillard intervient dans le journal télévisé de RT-Arabic à propos de la réunion du G5 Sahel à Pau.



باريس

ريمون دييور

صحفي ومحلل سياسي على موقع "لو ميليتان" الاخباري
لأروب يوكا إجازة تقدم في المحادثات بين الأطراف الليبية في موسكو
23 27 MOSCOW



Réunion débat
Jeudi 16 janv. à 19h
CAIRN
18 rue Victor Massé
Paris 9e (métro Pigalle)



Mahamadou SAMAKE
Union pour la République et la Démocratie (URD)

MALI : LA FRANCE DOIT-ELLE PARTIR ?

16 janvier 2020 : Mahamadou Samaké de Union pour la République et la Démocratie (URD) est venu exposer la situation au Mali.

